

Bilan de la discussion en Europe par Felix Morrow (1)

25 mars 1945

Le numéro de décembre 1944 de *Fourth International* est un repère de bien mauvais augure dans l'histoire de notre parti. Il prétend informer ses lecteurs de la nature et des résultats du combat politique à la XIe Convention en novembre. En fait, pourtant, le compte rendu qu'il donne est si désespérément inexact qu'il faut revenir aux documents et rappeler au parti ce qui s'est réellement passé.

La discussion politique a commencé au plénum d'octobre 1943 du Comité national, quand le Comité politique a présenté un projet de résolution sur la situation européenne auquel la minorité objectait. Les trois thèmes principaux contestés sont énumérés ci-dessous avec indication de leur sort final.

1. La théorie des « gouvernements de type Franco » comme seule méthode devant être employée par l'impérialisme US et la bourgeoisie européenne dans le gouvernement de l'Europe.

Là-dessus la minorité disait « *que le projet de résolution se trompait en excluant la possibilité de l'utilisation de méthodes bourgeoises-démocratiques par la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains ; qu'ils essaieraient selon toutes probabilités d'endiguer la révolution européenne non seulement en utilisant des dictatures militaires et fascistes, mais aussi, quand ce serait nécessaire, par celles de la démocratie bourgeoise* ». Quelques phrases des amendements de la minorité étaient incluses dans le texte final de la résolution du plénum, mais il restait à côté d'elles le point de vue opposé aux principales formulations de la pensée de la majorité. En septembre 1944, le comité politique sortit son projet de résolution sur le même sujet pour la XIe Convention à venir : il reprenait de nouveau la théorie de la « *dictature militaire nue* » comme seul modèle de gouvernement de l'Europe. La minorité proposa des amendements pour gommer cette théorie. Jusqu'à la veille même de la Convention, le Comité politique resta sur son terrain. Mais alors il présenta une série d'amendements « *littéraires de clarification* » **qui ont supprimé sur cette question les formules que la minorité proposait de supprimer**. Ainsi en vint-on à un accord substantiel entre minorité et majorité.

2. Le Comité politique n'a pas dit un mot dans son projet de résolution au plénum sur la méthode des revendications démocratiques et transitoires, c'est-à-dire sur la méthode pour gagner la majorité des ouvriers et des paysans au parti révolutionnaire.

La minorité a proposé des amendements pour remédier à cette omission. Au lieu de les accepter, le Comité politique a introduit dans la résolution finale du plénum l'affirmation que le Programme de 1938 de la IVe Internationale « *fait apparaître clairement la validité et la nécessité, ainsi que les limites et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire* ».

Cette formulation semait la confusion parce que (2) elle n'affirmait pas la méthode des mots d'ordre démocratiques et de transition — la méthode inclut les uns et les autres et ne les oppose pas les uns aux autres — comme la méthode pour gagner une majorité des masses, et (3) elle semblait minimiser le rôle des revendications démocratiques dans la période qui vient en Europe. Aussi la discussion sur cette question a-t-elle continué après le plénum. Le Comité politique, une année plus tard, a substantiellement corrigé cette position quand son projet de résolution de la convention a abandonné

la caractérisation dans la résolution du plénum des « *limites et du caractère subordonné* » des mots d'ordre démocratiques et parlé à la place de « *programme courageux de revendications transitoires et démocratiques* » et de la méthode « *pour rassembler les masses pour la lutte révolutionnaire* ». L'unique mot d'ordre démocratique concret présenté par la minorité — pour l'Italie —, à savoir la proclamation immédiate de la république démocratique, a été repoussé par la majorité, mais la résolution n'a pas pris position sur cette question. Tout ce qui est dans la résolution finale est la généralisation formellement correcte du rôle des revendications transitoires et démocratiques. En ce qui concerne la résolution, donc, il n'y reste rien de la discussion originelle sur cette question.

3. La troisième discussion importante commencée au plénum d'octobre 1943 était formulée comme suit par la minorité : « *que le projet de résolution est erroné en ce qu'il minimise le danger stalinien ; nous devons reconnaître que les victoires de l'Armée rouge ont temporairement rehaussé le prestige du stalinisme ; et nous devons donc inclure dans la résolution une mise en garde contre le réel danger du stalinisme pour la révolution européenne* ». Repoussant cette idée, la majorité a persisté à répéter dans la résolution finale du plénum ses formulations initiales : toute une partie de « *La Signification des victoires soviétiques* », qui n'y a vu que des conséquences positives, et une condamnation des « *défaitistes* » qui « *ne font que prévoir une répétition des événements d'Espagne dans les manœuvres politiques de Staline en Europe* », la majorité soulignant « *l'énorme différence des conditions entre la révolution espagnole et la révolution européenne qui vient* ». Mais un an plus tard, le Comité politique a dû battre en retraite ; son projet de résolution de septembre 1944 pour la convention a abandonné les formulations du plénum et, comme l'avait proposé initialement la minorité, met en garde contre « *le danger indiscutable que Staline soit prêt à réitérer son travail de bourreau en Espagne à l'échelle du continent* ». Ainsi cette discussion aussi était close.

C'est ainsi, brièvement, que se posaient les trois principales questions en discussion et leur conclusion finale. Le gros de cet article va être consacré à un exposé plus détaillé de ces trois questions et à la preuve documentaire de ce qu'étaient sur elles la position de la majorité et de la minorité. L'objet de cette esquisse préliminaire est d'abord de permettre au lecteur de comprendre le caractère du numéro de *Fourth International* de décembre 1944.

Fourth International sur le vote de la Convention

Un article de « *la rédaction de Fourth International* » informe les lecteurs que la résolution sur l'Europe a été adoptée par 81 voix contre 5. Tels sont les termes du numéro de décembre 1944, répétés dans le numéro de janvier 1945 (2).

Les procès-verbaux de la convention montrent que les délégués de la minorité ont présenté et voté une motion en deux parties : (a) pour les amendements à la résolution et (4) pour la résolution. Avant de venir à la convention, les délégués de la minorité étaient prêts, après que fut réglé le sort des amendements de la minorité, qu'ils fussent adoptés ou repoussés, à voter pour la résolution. Ils y étaient prêts parce que le camarade Logan, l'auteur des amendements de la minorité pour la convention, avait écrit en les présentant dans le *Bulletin intérieur* en octobre :

« *Il doit être clair qu'il n'y a, entre les auteurs du projet de résolution et moi, aucun désaccord fondamental sur les perspectives stratégiques pour l'Europe [...] Il est vrai que l'avenir peut montrer que les divergences présentes couvrent des divergences de plus en plus fondamentales. Mais à l'étape actuelle, mon but est de consolider et de corriger le projet de résolution, non de le recouvrir d'un nouveau projet [...] Nous n'en sommes qu'au tout début de la plus grande crise révolutionnaire de l'histoire. Nous suivrons son développement de mois en mois, de semaine en semaine. Bientôt nos camarades européens nous aideront de plus en plus dans ce travail. Nous développerons, nous affinerons, et, si nécessaire, nous corrigerons nos prévisions [...] C'est pourquoi maintenant, au début*

d'une telle période, je n'ai nullement l'intention d'aggraver les divergences politiques avec les auteurs du projet de résolution ».

Quand le camarade Logan écrivit cela, les différences d'origine sur le rôle des revendications démocratiques et transitoires et sur le danger stalinien, avaient été résolues par le changement de position de la majorité, de la résolution finale du plénum au projet de résolution pour la convention. Mais il restait encore la divergence sur la théorie de « *la dictature militaire nue* » comme « *modèle* » pour l'Europe.

A la convention cependant les amendements de dernière minute du comité politique firent disparaître des amendements des minoritaires les suppressions proposées qui écartaient cette théorie de la résolution. Ainsi les trois divergences originelles étaient-elles résolues.

Dans ces conditions, comment les délégués de la minorité auraient-ils voté contre la résolution ? Ils avaient la satisfaction de savoir que leur combat n'avait pas été vain. Leurs principaux amendements avaient été intégrés dans la résolution. Que les dirigeants de la majorité n'aient pas admis qu'ils avaient changé de position est de mauvais augure pour la santé future du parti : de telles méthodes éduquent mal et dans la confusion les membres du parti. La résolution elle-même a eu à souffrir de telles méthodes ; tout en cédant sur les questions débattues, ses auteurs y ont gardé ambiguïté et nuances de leur ancienne position. Néanmoins, lue telle qu'elle est, la résolution de la convention avait de toute évidence abandonné les positions de la résolution du plénum qui avaient été discutées. Même si les délégués de la minorité avaient souhaité accentuer les divergences politiques, il ne restait aucune base sur laquelle voter contre la résolution finale.

Ce qui est particulièrement choquant à propos du rapport de *Fourth International*, sur le vote de la minorité sur la résolution, c'est que la minorité a dû longuement batailler à la convention pour avoir le droit de voter pour cette résolution. Le Comité politique a essayé d'obtenir qu'il n'y ait vote que sur une motion approuvant la ligne de la résolution et condamnant la « *ligne* » des documents Morrow et Logan. Mais les délégués de la minorité n'ont voté que pour leur propre motion — les amendements minoritaires — et la résolution. Et ainsi, ce que les dirigeants de la majorité dans la salle n'ont pas réussi à gagner à la convention, ils l'ont affirmé comme un fait dans les pages de *Fourth International*.

Un tableau documentaire et pourtant faux de la discussion

Dans *Fourth International* de décembre ont été reproduits des documents des deux côtés : le lecteur peut croire qu'il voit les deux côtés de la discussion. Mais les documents de la majorité sont la résolution finale de la convention de novembre 1944 adoptée à l'unanimité et un discours d'E. R. Fran (3), porte-parole du Comité national, de défense de la résolution sous sa forme de projet, cependant que le document de la minorité imprimé avec eux est ma critique de décembre 1943 du plénum d'octobre 1943.

Il est vrai que mon article de décembre 1943 est valable pour une compréhension complète de la discussion qui, comme je l'ai expliqué, a son origine à ce plénum ; c'est pourquoi (à l'origine, il n'avait été donné qu'aux membres du Comité national), j'ai insisté pour qu'il soit donné aux membres. Mais mon article n'est valable que si on le lit en conjonction avec la résolution du plénum d'octobre 1943 qu'il critique ; il appartient à cette étape de la discussion. Sans un mot d'explication cependant, le numéro de décembre 1944 de *Fourth International* oppose mon article de 1943 à la résolution finale de la convention de novembre 1944. On ne dit pas au lecteur que cette résolution qui date d'une année plus tard ne répète pas les erreurs que je dénonçais dans la résolution du plénum de 1943.

Ainsi le lecteur égaré découvre-t-il que je me plains de choses qu'il ne trouve pas dans la résolution finale de la convention. Que se passe-t-il, va-t-il se demander. On lui apporte une réponse, avec une réponse à l'article par la rédaction et le discours du camarade Frank, rapporteur pour le Comité national. Ces deux documents disent au lecteur que, derrière la position apparente de la minorité, il y a des divergences beaucoup plus graves : la minorité a « *une appréciation exagérée du rôle de la démocratie bourgeoise et de ses potentialités* », une théorie économique fautive sur laquelle elle fonde son appréciation, elle pense que l'impérialisme US a une « *puissance inépuisable* », elle est dupe du vernis démocratique de l'impérialisme, etc.

Aucune de ces absurdités n'aurait été le moins du monde plausible si le Comité politique avait publié, à côté de la résolution finale de la convention, un document de la minorité correspondant à *cette étape* de la discussion. Ce document était disponible : l'intervention à la Convention, du rapporteur de la minorité, le camarade A. Stein. Lue avec la résolution finale, l'intervention du camarade Stein aurait rendu compréhensible l'ensemble de la situation, car il traitait des amendements de dernière minute présentés par le Comité politique et montrait comment, loin d'être « *des amendements littéraires de clarification* », comme l'assurait le Comité politique, ils avaient supprimé dans le projet de résolution les principaux points restants qui étaient contestés par la minorité. Lue en conjonction avec la résolution finale, l'intervention du camarade Stein aurait rendu clair au lecteur qu'il y avait maintenant un accord substantiel et comment on y était arrivé. Mais on ne l'a pas publiée.

Peu après notre retour de prison, le camarade Goldman (4) protesta au Comité politique sur la façon dont la position de la minorité avait été présentée dans *Fourth International*. Nous avons proposé que le rapport de la minorité du camarade Stein à la Convention, qui aurait dû être publié dans le numéro de décembre, soit au moins publié maintenant. Nous avons été battus au vote.

E. R. Frank exposa leurs raisons : la majorité avait le droit de choisir celles des revendications de la minorité qui devaient être publiées quand on portait la discussion à la connaissance du public à l'extérieur. C'est une proposition profondément bureaucratique que de refuser à une minorité le droit de choisir les documents qui la représenteront. Même si cependant la proposition du camarade Frank était juste, cela ne justifie certainement pas le fait que la majorité oppose son document d'octobre-novembre 1944 à un document de la minorité de décembre 1943 et prétende à l'adresse du public que cela lui donne une image exacte de la position des deux camps à cette convention de novembre 1944. Tout membre du parti qui pense, quelle qu'ait été sa position au début de la discussion, doit condamner ce procédé.

Nous en venons maintenant à l'article de la rédaction sur la convention. En apparence, c'est un résumé du cours de la discussion depuis le plénum d'octobre 1943. Au lieu de cela, il cite « *trois faiblesses essentielles* » dans l'article de décembre 1943 de Morrow, et prétend que c'est cela qui était en discussion, bien que, comme nous allons le voir, aucune des trois n'était centrale dans les problèmes qui étaient réellement en discussion. Avant de pouvoir le montrer cependant, il nous faut revenir aux véritables discussions, démontrer par une documentation adéquate ce qu'elles étaient et comment elles ont été résolues.

Nos divergences de méthode

En outre, cependant, nous devons essayer d'indiquer quelque chose de plus : les très réelles différences de méthode entre la majorité et la minorité. Au nom de l'orthodoxie marxiste, les dirigeants de la majorité essaient de coller le plus possible à la lettre des documents programmatiques et sont prompts à traiter la minorité d'hérétique et de chercheuse de nouveauté. En fait le gros de ce que la minorité avait à dire fait partie de la tradition écrite du mouvement trotskyste, bien qu'il semble

que les dirigeants de la majorité ignorent parfaitement ce matériel. Mais le test pour des marxistes, c'est précisément quand les écrits de nos maîtres ne nous donnent pas une réponse toute prête.

« *Nous avons un programme achevé et tout ce que nous devons faire maintenant, c'est l'appliquer* », crient les dirigeants de la majorité. Mais notre programme est-il achevé pour notre temps, plus que le programme du marxisme révolutionnaire en 1870, 1914, 1923 ? Toute situation a en elle un élément de nouveauté, certaines plus que d'autres, de sorte qu'elle n'est pas exactement comme les situations précédentes — et précisément ce processus est la base matérielle pour la croissance ininterrompue de la théorie et de la pratique du marxisme révolutionnaire.

Cela ne signifie pas que les fondamentaux de notre programme changent toujours : ils sont l'essence distillée de presque un siècle de mouvement révolutionnaire. Mais on doit savoir distinguer entre ce qui est fondamental et ce qui, dans un document programmatique, n'est réellement pas du tout programmatique mais une simple prédiction concernant les événements à venir et qui, de toute évidence, doit être testée et corrigée dans les années ultérieures. On doit d'abord regarder la réalité d'aujourd'hui, puis voir jusqu'où précisément elle correspond à nos documents programmatiques antérieurs ; c'est la méthode marxiste. Les dirigeants de la majorité font le contraire : répéter scrupuleusement et sans souci de la réalité présente des « *fondamentaux* » qui ne sont souvent absolument pas des propositions programmatiques mais de simples prédictions antérieures. Dans les pages qui suivent, nous en verrons des exemples grotesques. Nous verrons aussi des propositions qui ont été proclamées comme l'essence même du marxisme et qui, après examen, s'avèrent totalement étrangères à la méthode marxiste. Que le lecteur étudie avec attention ce qui suit et décide ensuite qui sont les véritables héritiers des traditions marxistes : les lanceurs de citations et les chasseurs d'hérésie, ou ceux qui essaient en toute modestie de faire pour leur temps ce que nos prédécesseurs dans la tradition théorique marxiste ont fait pour le leur.

I. La théorie du « *type Franco* » ou de « *la dictature militaire nue* »

Que va-t-il se passer en Europe ? C'était la question à laquelle nous essayions de répondre en préparant le plénum d'octobre 1943. Bénéficiant de conditions bien plus favorables que nos camarades européens, nous étions en position de leur offrir nos considérations sur le développement de la situation et leurs tâches dans ce cadre.

Les Alliés sont déjà en Italie du sud. Bientôt ils seront en France. Lentement mais sûrement, ce continent est débarrassé des nazis. Quels types de gouvernements remplaceront les régimes totalitaires et semi-totalitaires quand les nazis seront chassés d'un pays après l'autre ? Dans quel type d'arène le prolétariat aura-t-il à mener sa lutte dans la période qui vient ?

Trotsky, les camarades italiens, allemands et autres ont souvent analysé la question de ce qui arriverait quand le fascisme s'effondrerait en Italie et en Allemagne. Brièvement, leur réponse a été : à moins que les partis de la IVe Internationale aient été capables de se développer en de grands partis de masse dans les conditions extraordinairement difficiles de l'oppression totalitaire, le renversement ou l'effondrement du fascisme seraient suivis d'une période de démocratie bourgeoise. C'est-à-dire que la transition du fascisme à la république soviétique serait directe ou presque, seulement si le parti révolutionnaire était déjà devenu le principal dirigeant des masses. Mais si le parti révolutionnaire était petit, alors la montée en tempête du mouvement ouvrier, dans les limites imposées par la direction des partis réformistes, n'irait pas plus loin dans la première période que la destruction de la dictature fasciste et l'établissement d'une démocratie bourgeoise. Dans l'arène bourgeoise-démocratique, le parti révolutionnaire pourrait lutter pour la majorité des masses. La victoire amènerait une république soviétique, une défaite décisive menant finalement à l'effondrement de la démocratie bourgeoise de

nouveau, pour une forme ou une autre de dictature militaire ou totalitaire, comme c'est arrivé à la république de Weimar.

La théorie ci-dessus était basée sur l'hypothèse du renversement du fascisme par les forces intérieures au pays, c'est-à-dire directement par les masses. Avant que cela arrive cependant, la guerre est venue ; et en réalité, de ce fait, le fascisme s'est effondré en Italie et le régime semi-totalitaire de Vichy s'est effondré en France dans les conditions de la défaite militaire et de l'occupation par les armées victorieuses. C'est pourquoi le mouvement ouvrier ne s'était qu'à peine mis sur pieds et venait seulement de manifester sa puissance qu'il a eu à subir l'énorme poids des armées alliées.

Quel serait l'effet de la présence des armées alliées ? Est-ce que l'effondrement du fascisme mènerait maintenant, comme cela aurait été le cas en temps de paix, à une période de démocratie bourgeoise ? (il était clair que l'autre variante, celle des partis de masse de la IVe Internationale grandis auparavant sous le fascisme, ne s'était pas réalisée). Ou les armées alliées rendraient-elles cela impossible ?

La réponse de la majorité du Comité politique était que la démocratie bourgeoise était impossible, non seulement à cause des intentions des armées alliées — avant tout les impérialistes US — mais aussi à cause de l'étape du déclin économique atteint en Europe (5). Le projet de résolution de la majorité disait :

« Aujourd'hui, les accords avec Darlan et Badoglio donnent les grandes lignes, en termes précis, de la politique contre-révolutionnaire et des buts impérialistes du capitalisme anglo-américain [...] Cette politique a eu son apogée dans l'accord conclu avec le maréchal Badoglio et le roi Victor Emmanuel [...] Roosevelt et Churchill utilisent leurs armées et leurs ressources pour soutenir cette dictature militaire-monarchiste, dont se méfient et que détestent les masses italiennes [...] La politique des dirigeants alliés en Afrique du Nord, Sicile et Italie démontre que leur soutien des forces ultra-réactionnaires n'est ni le résultat de déviations accidentelles ni celui d'"expédients militaires", mais découle d'un plan calculé dicté par les intérêts et les besoins des impérialistes anglo-américains. Ils donnent d'avance une prévision du programme anglo-américain en Europe. Ces puissances capitalistes veulent imposer des formes nouvelles de servitude aux peuples européens. Elles proposent d'écraser toutes les manifestations d'indépendance révolutionnaire des ouvriers européens et d'ériger des dictatures militaro-monarcho-cléricales sous la tutelle et l'hégémonie du Grand Capital anglo-américain [...]

Les Alliés ne peuvent cautionner la moindre démocratie en Europe [...] Roosevelt et Churchill comprennent qu'il n'est pas question d'établir des gouvernements capitalistes "démocratiques" stables en Europe aujourd'hui. Avec la liberté d'action, avec les droits démocratiques, la classe ouvrière européenne ne demandera pas beaucoup de temps pour organiser son parti révolutionnaire et pour renverser tous ses oppresseurs capitalistes. Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill, c'est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste ».

Et plus loin :

« Mais Staline ne peut faire tourner en arrière la roue de l'histoire ; il est impossible d'ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe ».

Telle est l'idée de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise en Europe énoncée par le Comité politique.

Il faudrait noter que cette théorie consiste dans les deux ingrédients suivants, très différents :

1) La dictature militaire comme but *subjectif* des impérialistes ; un but qu'ils ne peuvent « se permettre » de remplacer par celui de démocratie bourgeoise, parce que, « *du fait des droits démocratiques, la*

classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de trop de temps supplémentaire pour organiser son parti révolutionnaire et renverser tous les oppresseurs capitalistes ».

(2 « *Il est impossible d'ériger en Europe une nouvelle série de républiques de Weimar* ». Il en est ainsi parce que, explique la majorité, les préconditions économiques de la démocratie bourgeoise n'existent plus en Europe.

En contradiction avec cette théorie cependant, un autre paragraphe disait :

« Tandis que les régimes intérimaires sur le modèle de la république de Weimar peuvent être érigés ici ou là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils ne doivent être, de par leur nature même, qu'éphémères ».

Commentant cette contradiction, je disais au plénum :

« Dois-je souligner, camarades que ces républiques de Weimar "éphémères" sont toujours des républiques de Weimar et qu'on ne peut assurer que les républiques de Weimar sont impossibles et affirmer aussi qu'il pourra exister des républiques de Weimar ? Ces deux propositions ne peuvent pas être toutes les deux vraies : l'une ou l'autre doit être fausse ».

La critique de la théorie par la minorité

Montrons maintenant ce qui est faux dans ces deux ingrédients séparés de la théorie sur l'impossibilité de la démocratie en Europe.

(1 **La dictature militaire comme unique objectif des Alliés.** Là-dessus, je disais dans mon rapport au plénum:

« C'est une demi-vérité quand la résolution assure : "[...] du fait de sa liberté d'action, ses droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de trop de temps supplémentaire pour organiser son parti révolutionnaire et renverser tous ses oppresseurs capitalistes". Et cette demi-vérité devient fausse quand la phrase qui suit immédiatement dit : "Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution". Faux parce que les deux choix ne sont pas les seuls auxquels se borne la stratégie capitaliste. Roosevelt et Churchill ont malheureusement beaucoup plus de souplesse que les auteurs de la résolution ; les impérialistes, même en ce moment, gardent en laisse, pour les utiliser demain, les adversaires démocratiques de Franco.

Les auteurs de la résolution semblent oublier le caractère à double face de la démocratie bourgeoise. L'une est celle qu'ils montrent en termes plutôt élogieux quand ils disent dans leur paragraphe 31 que la république démocratique signifie pour les travailleurs qu'on leur a donné *"liberté d'action et leurs droits démocratiques"*. Mais il y a l'autre côté, les illusions que la république démocratique est le cadre suffisant pour réaliser les revendications des masses et même achever le socialisme — illusions qui seront malheureusement nourries par le fait que les principaux partis des masses dans le futur immédiat seront des partis réformistes et le fait qui est la façon dont elle peut pour un temps nourrir l'illusion outre que, dans la plupart des cas, les masses n'ont eu que peu ou pas d'expérience du tout de la démocratie bourgeoise pendant une génération ou deux.

Dans les conditions que nous venons d'indiquer, l'impérialisme US passera à l'usage en Europe du second côté de la démocratie bourgeoise et, en dépit du fait que la démocratie bourgeoise a aussi un autre aspect qui favorise les masses ».

(2 « *Il est impossible d'ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe* ». Qu'était-ce que la république de Weimar ? Une démocratie bourgeoise hautement instable, déchirée de conflits pendant ses quinze ans d'existence. Pourquoi son instabilité ? Parce que les fondements économiques classiques de la démocratie bourgeoise — le progrès économique, la hausse du niveau de vie, la libre concurrence capitaliste — ont fait place au capitalisme de monopole et au déclin économique de l'Europe. Ce processus a continué. Quelque chose lui-a-t-il été ajouté qu'on puisse dire désormais qu'une république de Weimar est maintenant impossible ? Non, et la majorité n'offre aucune affirmation que quelque chose de nouveau s'est produit depuis 1914, dans le processus économique du capitalisme, qui pourrait justifier cette affirmation de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise.

Même si quelque chose s'était produit dans l'économie, ce serait encore absurde de dire, au nom du marxisme, pas moins, que la démocratie bourgeoise est aujourd'hui impossible. Comme Lénine a dû plus d'une fois l'expliquer aux ultragauchistes, il est vrai que la démocratie bourgeoise était plus stable et plus aisément achevée sous le capitalisme concurrentiel, mais que cela ne la rend pas impossible sous le capitalisme de monopole (l'impérialisme). Cela la rend seulement plus difficile et plus instable. Comme je l'ai dit au plénum, argumentant contre la proposition de la majorité qu'il est impossible d'ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe, parce qu'on ne peut pas

faire tourner en arrière « *la roue de l'Histoire* » :

« *Ce qui est vrai, et nous sommes tous d'accord là-dessus, c'est qu'un développement ultérieur du capitalisme a provoqué la disparition de certaines des préconditions économiques sur lesquelles la démocratie bourgeoise reposait au XIXe.*

Mais la disparition d'un certain nombre de préconditions ne signifie pas aussi la disparition des préconditions politiques. L'existence de partis ouvriers dirigeant de grandes masses est une précondition de la démocratie bourgeoise à notre époque et une précondition qui ne disparaît pas parce que les préconditions économiques de la démocratie bourgeoise ont disparu.

En d'autres termes, la "*roue de l'histoire*" ne peut pas être tournée en arrière en économie, mais elle peut être "*tournée en arrière*" en politique. C'est vrai, pour un temps seulement, seulement dans des conditions d'instabilité, etc. Mais nous sommes marxistes, pas hégéliens, et là où Hegel ne s'intéressait qu'aux époques et aux types et pouvait écarter une période de démocratie bourgeoise de brève durée comme "*irréelle*" et donc non-existante, nous, marxistes devrions savoir que notre compréhension de la réalité et l'existence et l'importance de la durée de trois mois de la république démocratique peut bien être décisive pour l'avenir de la révolution.

Ainsi ni les ingrédients économiques ni les ingrédients politiques de la théorie de la majorité sur l'impossibilité de la démocratie bourgeoise en Europe ne tiennent à l'épreuve de l'analyse.

Pourtant la majorité des formulations de la majorité citées ci-dessus sont restées dans le texte de la résolution finale du plénum. Il est vrai que quelques phrases exprimant l'idée opposée des amendements minoritaires ont aussi été intégrées, produisant une contradiction entre les deux éléments. Le thème dominant, cependant, est resté la théorie des gouvernements « *de type Franco* ». De même le Comité politique a conservé cette théorie (6) dans son projet de résolution pour la convention de novembre 1944.

Le paragraphe en question sera cité plus loin quand nous montrerons ce qui leur est finalement arrivé.

La discussion sur les gouvernements de Gaulle et Bonomi

Dans l'intervalle, le premier cabinet Badoglio, qui n'était soutenu par aucun des partis antifascistes, a laissé la place au second cabinet Badoglio, soutenu par la coalition des six partis. Les Alliés avaient chassé les nazis et Vichy de France et le gouvernement de Gaulle, comprenant les partis communiste et socialiste, était installé. Déjà au plénum d'octobre 1943, le caractère du gouvernement italien et celui de la France libre avaient été une question âprement discutée. Cette discussion a continué pendant celle d'avant la convention. L'unique exception que les dirigeants de la majorité ont consenti à leur théorie de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise, à savoir « *des régimes intérimaires sur le modèle de la République de Weimar peuvent être érigés ici et là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés* », ne s'appliquait évidemment pas à la France et à l'Italie où l'on ne pouvait pas dire que le mouvement de masse s'était élevé à des hauteurs révolutionnaires. Aussi les dirigeants de la majorité étaient-ils sur la position que les régimes de de Gaulle et Bonomi étaient des dictatures militaires.

La fermeté avec laquelle cette position fut avancée est indiquée dans « *le discours prononcé au nom du Comité national du SWP à la réunion des membres de New York le 4 octobre 1944* » par le camarade E. R. Frank (*Fourth International*, décembre 1944). Ses arguments méritent d'être étudiés longuement, non seulement pour se documenter sur la position de la majorité, mais aussi comme exemple de la fausseté de sa méthode. Le camarade Frank dit :

« Maintenant quelques camarades nous ont informés que la preuve de la théorie de Morrow de la démocratie bourgeoise peut être trouvée dans les régimes Bonomi et de Gaulle, à savoir que nous avons déjà la démocratie bourgeoise en Europe aujourd'hui ou de raisonnables fac-similes d'elle. J'ai décrit avant les origines historiques de la démocratie bourgeoise et ce qu'est un régime démocratique-bourgeois. Je vous ai dit qu'un certain nombre de ses traits incluaient des élections libres, un gouvernement par un parlement élu, divers droits démocratiques-bourgeois etc. Qu'est-ce qui vous frappe au premier coup d'œil quand vous analysez les régimes Bonomi et de Gaulle ? Ils n'ont pas les premières conditions nécessaires d'un régime démocratique bourgeois ou tout autre type de régime indépendant — la souveraineté. Le pouvoir réside dans les mains du conquérant étranger. Le tout premier droit démocratique manque — celui des peuples italiens et français à déterminer leur propre sort. Deuxièmement leurs gouvernements sont triés sur le volet. Il n'y a pas de parlement et il n'y a pas eu d'élections. Ils gouvernent par "décrets". Il faut expliquer que des gouvernements reposant sur l'autorité des forces militaires du conquérant étranger dont les troupes stationnent dans le pays, qui sont triés sur le volet, qui gouvernent par décrets, sans parlement ni élections, il faut expliquer que ce sont des façades d'une dictature militaire ».

La méthode d'E. R. Frank dans le paragraphe ci-dessus ne peut être décrite que comme idéaliste. Au lieu d'examiner le processus vivant, son mouvement et sa direction, il définit des catégories normatives — souveraineté, parlement, élections, c'est-à-dire des catégories dérivant de certaines périodes dans l'histoire de la démocratie bourgeoise — et tout ce qui n'entre pas dans ses catégories éternelles, il refuse de le reconnaître comme démocratie bourgeoise. La véritable histoire de la démocratie bourgeoise est un kaléidoscope extrêmement varié de formes changeantes. Le marxiste qui le comprend n'a aucune difficulté à identifier les tendances qui s'éloignent et celles qui vont vers la démocratie bourgeoise et les formes très différentes que revêt la démocratie bourgeoise dans les différents pays aujourd'hui. Mais, avec la méthode idéaliste de Frank, il est impossible d'avancer d'un pas.

Une critique des catégories du camarade Frank

La première catégorie de Frank est la souveraineté qui est définie comme n'existant pas quand un gouvernement « *gouverne par l'autorité des forces militaires d'un conquérant étranger dont les*

troupes sont stationnées dans le pays ». Où E. R. Frank a-t-il trouvé dans la tradition marxiste un argument qu'une telle souveraineté est « *la première condition d'un régime démocratique bourgeois* » ? Considérons le cas de l'Allemagne battue après la Première Guerre mondiale : les troupes alliées occupaient la Rhénanie et rien ne les empêchait d'occuper aussi le reste du pays ; une commission de contrôle alliée exerçait le droit de veto sur les actes du gouvernement allemand. Pourtant aucun marxiste à l'époque n'a trouvé difficile de reconnaître que l'Allemagne ainsi opprimée par les Alliés était une démocratie bourgeoise.

Peut-on réellement affirmer aujourd'hui que le gouvernement de Gaulle exerce une souveraineté moindre que le gouvernement allemand de 1919 ? D'un autre côté, nous concéderons que le régime Bonomi — même après les derniers pouvoirs que les Alliés lui ont octroyé — exerce moins de souveraineté que le gouvernement allemand de 1919. Mais cette différence quantitative n'est pas qualitative entre l'Italie 1945 et l'Allemagne 1919. Il n'est pas clair chez le camarade Frank si la catégorie de souveraineté, qu'il tient pour décisive pour déterminer si un gouvernement est une démocratie bourgeoise, n'est pas décisive et que le réel en tant que distinct de la souveraineté formelle d'un gouvernement peut être extrêmement limité et que ce gouvernement peut demeurer quand même une démocratie bourgeoise ?

« *Deuxièmement, dit Frank, les conseils de ministres sont triés sur le volet. Il n'y a ni parlement ni élections* »

L'argument absurde du camarade Frank nous oblige à répéter l'ABC du marxisme. En avril 1931, le roi Alfonso XIII (7) s'est enfui et un cabinet a été mis sur pied, « *trié sur le volet* ». Fallait-il attendre les élections parlementaires pour déterminer que c'était là un gouvernement démocratique bourgeois ? En février 1917, le prince Lvov (8) a trié sur le volet un cabinet qui n'a jamais renoncé à tenter d'assurer la succession tsariste. Mais devons-nous continuer à énumérer les nombreux gouvernements qui sont ainsi apparus avant et après 1917 comme lendemains de la défaite militaire ou de coups d'Etat ou de la révolution politique et qui, pour l'ABC du marxisme, servent à identifier la démocratie bourgeoise ?

Le camarade Frank cite les catégories « *marxistes* » de souveraineté et d'élections, mais ne dit pas un mot sur la catégorie qui frappe au premier coup d'œil celui qui regarde les régimes de de Gaulle et Bonomi : la catégorie de **la participation ou du soutien du gouvernement par les partis ouvriers et démocratiques bourgeois, qui représentent la majorité de la population politiquement active**. Le camarade Frank souligne triomphalement que l'existence de quelques droits démocratiques ne fait pas d'un régime une démocratie bourgeoise : « *Même sous le tsarisme sanguinaire, souligne-t-il, les bolcheviks purent publier pendant un temps un journal quotidien légal* », etc.

Parfaitement exact. Mais le gouvernement tsariste, Frank ne le souligne pas, gouvernait sans le soutien des partis qui représentaient la majorité.

Et le camarade Frank essaie alors un petit tour de passe-passe : « *l'argument que la démocratie de de Gaulle est révélée par le fait qu'il repose sur les organisations de gauche n'a aucun poids non plus. Tout régime bonapartiste essaie de se mettre en équilibre entre deux forces de la société en conflit* ». C'est vrai, tout régime bonapartiste fait de l'équilibre entre les deux forces en conflit. Plus encore, presque tous les régimes dans le monde aujourd'hui montrent de très fortes tendances bonapartistes, les régimes de Roosevelt et de Churchill un peu moins que celui de de Gaulle. Pourtant cela ne nous conduit pas à nier que les régimes de Roosevelt et de Churchill soient des démocraties bourgeoises. Partout les tendances bonapartistes empiètent fortement sur le contenu démocratique de la démocratie bourgeoise ; néanmoins les tendances bonapartiste et démocratie bourgeoise ne s'excluent pas mutuellement. Le caractère démocratique bourgeois du régime de de Gaulle découle du fait que les « *organisations de gauche* » sur lesquelles de Gaulle « *s'appuie* » représentent

l'écrasante majorité de la population. Le tour de passe-passe du camarade Frank ne peut le débarrasser de ce simple fait, que les *tendances* bonapartistes dans une démocratie bourgeoise ne sont pas du tout la même chose qu'un *régime* bonapartiste.

La lecture de notre presse de l'année dernière et plus est une triste expérience des résultats lamentables de la méthode fautive incarnée par le camarade Frank. Le trotskysme signifie l'analyse la plus attentive de la signification des changements dans la composition des gouvernements capitalistes. Il suffit de rappeler, pendant la crise allemande de 1931-32, l'analyse de Trotsky de la signification de la différence entre le premier et le deuxième gouvernement Brüning ; entre ce dernier et le cabinet von Schleicher qui lui a succédé, entre celui-là et celui de von Papen (9). Pendant ces jours aussi, il y avait des gens qui condamnaient la méthode de Trotsky, l'appelaient une glorification de la démocratie bourgeoise et clamaient qu'il était bien plus révolutionnaire de crier que tous ces cabinets étaient un seul et même fascisme. Durant ces jours pourtant, tous ceux qui se disaient trotskystes savaient que ce non-sens ultragauchiste des staliniens était un danger mortel pour la tactique authentiquement révolutionnaire.

Au cours de l'année dernière, pourtant, au nom du trotskysme, notre presse n'a trouvé aucune différence entre le premier gouvernement Badoglio — une dictature militaire que ne soutenait aucun des partis antifascistes — et le second qui était constitué avec le soutien des partis de la majorité ; ni entre le premier gouvernement Badoglio et les deux de Bonomi. De même, notre presse ne trouve aucune différence entre le premier cabinet Papandreou, qui comprenait l'EAM (10) et le second où elle n'était pas. Et ainsi de suite. Tout ce qui est arrivé a seulement donné l'occasion de répéter la formule fautive de la résolution du plénum : « *Le choix, du point de vue de Roosevelt-Churchill est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste* ».

Comme je l'écrivais le 23 juillet 1944 [de la prison] de Sandstone, en protestant contre l'éditorial du 10 juin du *Militant* sur « *Les Plans alliés en Europe* » qui répétait pour la nième fois cette formule de gouvernement « *de type Franco* » :

« Que le Polcom explique pourquoi il faut se cramponner à cette formule manifestement fautive. Cela rend-il ceux qui la mettent en avant plus révolutionnaires ? Au contraire. Cette formule ne réussit pas à préparer nos camarades (si les camarades européens la prennent au sérieux) à la lutte révolutionnaire contre la démocratie bourgeoise qui semble bien devoir être le problème majeur en Europe, plutôt qu'au problème principal que le Polcom prétend être celui de "gouvernements de type Franco". Et comme la démocratie bourgeoise vient au premier plan, nous avons l'air d'être dans la position impossible d'avoir joué notre destin sur la prédiction que le capitalisme sera partisan et tombera en défense de "gouvernements de type Franco". En serait-il ainsi, et le capitalisme n'aurait dans son arsenal que cette faible arme ? Mais il n'en est pas ainsi et nous devons très vite apprendre à analyser correctement l'arsenal de l'ennemi de classe ».

L'argumentation qui précède devrait suffire à éclaircir au-delà de toute possibilité de distorsion, que la discussion sur la question de la démocratie bourgeoise concernait la théorie de la majorité sur « *la dictature militaire nue* » et sa négation de la possibilité de la démocratie bourgeoise. Voyons maintenant ce qui est arrivé à cette théorie.

« Amendements littéraires de clarification »

Deux ou trois jours avant la convention de novembre le Comité politique a sorti une série d'amendements à son projet de résolution. A la convention, quand les délégués ont vu pour la première fois ces amendements, et ensuite aussi, le Comité politique a maintenu qu'il s'agissait simplement « *d'amendements littéraires de clarification* ». Voyons.

Les principaux amendements demandent la suppression des mots en gras ci-dessous :

– paragraphe 49 : « *Le programme [des Alliés] soutenant **des régimes dictatoriaux réactionnaires*** ». Le mot « *serviles* » est mis à leur place comme le proposaient les amendements de la minorité.

– paragraphe 73 : « *Le fascisme privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner que comme dictature militaro-policière nue. **Les Alliés et leurs complices indigènes gouvernent virtuellement aujourd'hui l'Italie de la même manière. C'est le modèle de gouvernement qu'ils veulent dans toute l'Europe*** ». Cette suppression avait été proposée par les amendements de la minorité.

– paragraphe 75. « ***Les impérialistes anglo-américains et les capitalistes indigènes n'ont pas l'intention d'accorder volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe*** ». Les amendements de la minorité proposaient aussi la suppression de cette phrase et du paragraphe suivant.

- paragraphe 76 : « *Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise même sous les formes déchirées par la crise qui existaient avant la dernière guerre* ». Cela devient « *pour toute période étendue, même comme elle existait avant la dernière guerre* ».

Que reste-t-il, après ces suppressions, dans la résolution, concernant la démocratie bourgeoise en Europe pendant cette période ? Le principal paragraphe qui reste et qui sera cité plus loin est essentiellement la position mise en avant dès le début par la minorité. Il n'y reste rien de la théorie de la majorité, de « *gouvernement de type Franco* » ou de « *dictature militaire nue* », qui était le principal problème discuté, du plénum d'octobre 1943 à la convention de novembre 1944. Pourtant les amendements qui le font ne sont présentés au parti que comme des « *amendements de clarification littéraire* ».

Et il se manifeste un nouveau barrage contre la minorité. Le paragraphe même qui concède la position de la minorité, le paragraphe qui a vu supprimer en lui la théorie de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise est maintenant cité par la rédaction de *Fourth International* en réfutation de la minorité. Voilà comment ils font :

« Implicite dans la critique de Morrow et dans la position de la minorité de la convention se trouve une appréciation exagérée du rôle de la démocratie bourgeoise, de ses potentialités, etc. dans la prochaine période. La résolution du parti donne l'estimation juste qui suit :

« *Les gouvernements démocrates bourgeois ne peuvent apparaître en Europe que comme régimes intérimaires, destinés à empêcher la prise du pouvoir par le prolétariat. Quand le flot de la révolution menace d'extirper la domination capitaliste, les impérialistes et leurs complices indigènes peuvent essayer comme ultime recours de pousser en avant leurs agents social-démocrates et stalinien et de mettre sur pied un régime démocratique pour désarmer et étrangler la révolution ouvrière. De tels régimes cependant ne peuvent être que très instables, éphémères et de caractère transitoire. Ils constitueront un épisode bref dans le développement de la lutte révolutionnaire. Inévitablement ils seront remplacés soit par la dictature du prolétariat émergeant de la révolution ouvrière victorieuse soit par la dictature sauvage des capitalistes à la suite de la victoire de la contre-révolution* ».

Comment le paragraphe ici cité de la résolution peut-il être revendiqué comme une réfutation de la minorité ? Depuis le tout début de la discussion, les amendements de la minorité ont dit : « *Le déclin du capitalisme et l'acuité des conflits de classe excluent une autre période étendue de démocratie bourgeoise pour l'Europe dévastée* ». L'unique paragraphe ci-dessus concède que cela arrivera. D'où

vient cette idée ? Elle vient des amendements originaux de la minorité au projet de résolution du plénum. Le paragraphe 23 des amendements de la minorité disait :

« *Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe aient disparu ne met pas fin pourtant au rôle que la démocratie bourgeoise peut jouer pour endiguer les progrès de la révolution prolétarienne. De même que le fascisme a servi à arrêter les masses, de même la démocratie bourgeoise tentera maintenant de désorienter la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Quand il n’y a pas d’autre bouclier pour les protéger, les forces du capitalisme battent en retraite sous la protection de la république démocratique. Ce phénomène apparaîtra selon toute vraisemblance à notre époque comme dans les périodes antérieures* ».

Comparez ce paragraphe d’octobre 1943 avec le paragraphe de la résolution de novembre 1944 et vous verrez que la rédaction de *Fourth International* réfute la minorité au moyen de l’idée même de la minorité que la majorité a combattue pendant plus d’un an.

Le refus du Comité politique d’admettre son changement de position a des résultats d’une indescriptible confusion. Un exemple doit suffire. Qu’est-il arrivé à l’affirmation du Comité politique basée sur les propositions retirées que les régimes de Gaulle et Bonomi sont des dictatures militaires ? Le discours d’octobre du rapporteur du CP, E. R. Frank, qui l’affirmait, paraît dans *Fourth International* de décembre 1944 et l’éditorial du même numéro résumant la discussion ne fait aucune mention du retrait de cette position. Ainsi on dit au public que le discours d’octobre de Frank incluant le matériel sur de Gaulle et Bonomi est encore la position du parti.

Mais si on regarde la résolution finale, le tableau est très différent et, vraisemblablement, les questions de ce type et surtout celles qui ont été le sujet de plus d’une année de discussion dans le parti, sont réglées par la résolution de la convention. Que dit la résolution sur le régime Bonomi ? Elle dit très précisément — ce que personne ne discutait — que le premier cabinet Badoglio était une dictature militaire. Mais sur le régime Bonomi — qui était au centre de la discussion — tout ce qu’elle dit c’est qu’il était un « écran » pour le gouvernement militaire des Alliés. Tout à fait exact, mais la question est : quelle est la nature de cet écran ? Est-ce une dictature militaire ? A cette question, la résolution ne répond pas. Encore plus étonnante est la position de la résolution sur le régime de Gaulle. Je la relis entièrement et n’y trouve rien. Je ne peux en croire mes yeux. Je la relis. Il n’y a rien.

La résolution de la convention, donc, ne prend pas position sur les régimes Bonomi et de Gaulle, et il ne fait pas de doute que, dans un an ou deux, quand nous irons à un Congrès international, les dirigeants de la majorité actuelles nous montreront cette résolution comme une preuve que la description, par la minorité, de la position de la majorité est une caricature. Mais entretemps les dirigeants de la majorité montrent les assertions de Frank, comme preuve que la majorité n’a pas changé de ligne. Avant de quitter la question des amendements de dernière minute de la majorité, qu’on me laisse prendre un autre exemple des inexactitudes du numéro de décembre de *Fourth International*.

Morrow et Logan, écrivant pour la minorité, ont tous deux qualifié le plénum et les projets de résolution de la convention de « rituels » et « superoptimistes ». Ils faisaient référence à des incantations (pour n’en citer qu’un exemple) comme la suivante dans la résolution du plénum : « *Ayant ses droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n’aura pas besoin de beaucoup de temps supplémentaire pour organiser ses partis révolutionnaires et renverser tous ses oppresseurs capitalistes* ».

Voici comment la rédaction répond à Morrow et Logan dans *Fourth International* de décembre :

« Rien ne pourrait être plus faux que d'essayer, comme le font Morrow et Logan, de caractériser la résolution de la convention comme "rituelle" ou "superoptimiste". La résolution dit clairement :

"Nous ne pouvons dire d'avance combien de temps prendra le processus révolutionnaire. C'est seulement la lutte qui en décidera. La révolution européenne ne doit pas être vue comme un gigantesque événement apocalyptique qui en finira d'un seul coup écrasant avec le capitalisme. La révolution européenne sera probablement un processus plus ou moins étalé avec des reflux, des retraites et peut-être même des défaites initiales"

Ce n'est ni du "ritualisme" ni du "superoptimisme", c'est du réalisme révolutionnaire. Les critiques de Morrow-Logan dans leur ensemble, avec les amendements proposés par Logan, ont été rejetées à une écrasante majorité par la convention. »

Voilà une très puissante réfutation de Morrow et Logan. Mais elle contient une particularité. Le paragraphe qu'elle cite de la résolution finale de la convention pour réfuter Morrow et Logan **n'y était pas quand Morrow et Logan ont fait leurs critiques et c'est une idée dont ils ont demandé l'inclusion dans la résolution**. Ce paragraphe est un autre de ces « *amendements littéraires de clarification* » introduits à la dernière minute par le Comité politique. On chercherait en vain ce paragraphe ou cette idée dans le projet de résolution.

L'étrange description de la position de la minorité dans *Fourth International*

Nous en venons maintenant à la partie principale de l'attaque contre la minorité dans *Fourth International* de décembre : l'article « *de la rédaction* » sur la convention. En apparence, cet article résume la discussion, mais il ne dit pas un mot sur la théorie de « *la dictature militaire nue* » qui était la principale question en discussion entre octobre 1943 et novembre 1944. Il ne traite pas des amendements de la minorité — ni de ceux qui ont été présentés au plénum ni de ceux au projet de résolution de la convention. Il ne s'occupe pas non plus des arguments dans les articles du camarade Logan, principal porte-parole de la minorité dans la discussion d'avant convention.

Au lieu de cela, il se borne à mon article de décembre 1943. Dans cet article, je disais :

« Dans les pages suivantes, j'ai essayé autant que possible de ne pas répéter les remarques faites dans les amendements Morrow-Morrison ou dans mes interventions au plénum. Le matériel du plénum est tenu pour acquis puisque [cet article] n'est écrit que pour les membres du CN dont la majorité étaient présents ».

Pourquoi donc *Fourth International* ne s'occupe que de mon article supplémentaire et non du matériel du plénum et de la convention ?

La rédaction de *Fourth International* attribue à la minorité une théorie qu'elle n'a jamais eue. La théorie a tous les signes de la véracité — citations de Morrow, qu'est-ce qui pourrait paraître plus authentique ? — mais on ne la trouvera pourtant pas dans les documents de la minorité.

Sous le titre « *La minorité de la Convention* », la rédaction de *Fourth International* écrit :

« La minorité de la convention, qui a polémique contre cette résolution (pas vrai — la minorité a polémique contre le projet, mais a voté pour la résolution finale — FM), a son origine dans le plénum du parti [...] L'article du camarade Morrow a été écrit comme critique de la résolution du plénum. Il y a dedans trois défauts majeurs :

1) l'assertion que l'impérialisme américain a un caractère moins prédateur que l'impérialisme allemand ; que cette différence entre les deux grands impérialismes qui aspirent à subjuguier l'Europe repose sur

la différence entre leurs ressources économiques ; et que donc il est tout à fait faux d'y faire référence comme "également prédateurs".

2) De cette appréciation du caractère "moins prédateur" de l'impérialisme américain, Morrow part pour construire sa théorie que les masses européennes, vont être, dans la période qui est devant nous, la proie des illusions centrées autour du caractère et du rôle de l'impérialisme US. Il assure que ces illusions persisteront parce que :

"A la différence de l'occupation nazie, l'occupation américaine sera suivie de l'amélioration du ravitaillement et de la situation économique en général. Là où les nazis ont enlevé les machines-outils des usines et l'équipement des transports, les Américains vont les apporter. Ces contrastes économiques [...] ne peuvent pas ne pas avoir pour un temps de conséquences politiques".

Sur cette double base d'une amélioration "à court terme" du niveau de vie en Europe et du renforcement consécutif des illusions démocratiques bourgeoises, Morrow exagère beaucoup le rôle de la démocratie bourgeoise en Europe.

3) L'assertion que "le principal danger à l'intérieur de la IVe Internationale" réside "du côté de l'ultra-gauchisme" ».

Telles sont les questions « majeures », selon l'éditorial de *Fourth International*, et les lecteurs de cet organe qui n'ont pas d'autre source — et cela désigne non seulement les lecteurs non membres du parti mais aussi la plupart des camarades d'Europe, qui ne verront sans doute pas le *Bulletin intérieur* — peuvent facilement comprendre qu'il en est ainsi. Mais j'appelle tous les membres du parti qui ont lu les bulletins intérieurs à se demander honnêtement et en cherchant bien : est-ce que c'étaient là les problèmes « majeurs » en discussion ? N'est-ce pas un fait que *Fourth International* garde le silence sur les problèmes vraiment en discussion ? Dans la mesure où les « trois faiblesses principales » découvertes maintenant dans la position de la minorité comme faisant partie de la discussion, sont des points secondaires qui sont apparus dans le cours des bien plus importantes discussions politiques que j'ai indiquées au début de cet article.

La position réelle de la minorité

La description de ma position dans *Fourth International* semble indiquer que j'ai assuré que la démocratie bourgeoise n'aurait un rôle en Europe que comme le résultat d'« illusions tournant autour du caractère et du rôle de l'impérialisme US ». Il suffira aux membres du parti de se tourner vers les amendements de la minorité au plénum pour voir qu'il n'en est pas ainsi.

Là aussi, il me faut souligner la différence profonde de méthode entre la majorité et la minorité. La majorité fondait son refus d'admettre la possibilité de la démocratie bourgeoise principalement sur les **buts subjectifs** (méthodes) des Alliés : « *Les Alliés ne donneront pas leur caution à la moindre démocratie, etc.* » Elle ne comprend absolument pas que les buts subjectifs (méthodes) des classes dirigeantes changent sous l'impact de la lutte de classe. La minorité, de son côté, a vu une évolution vers la démocratie bourgeoise en Europe comme la résultante objective de la lutte de classe et de la lutte entre les classes capitalistes en conflit. Les Alliés peuvent ne pas désirer cette résultante objective, la classe ouvrière peut vouloir et en fait cherche à atteindre quelque chose de plus, néanmoins c'est là la résultante objective du conflit entre les diverses forces, à cette étape.

Dans nos amendements au plénum, nous prédisions cette évolution vers la démocratie bourgeoise, non comme le résultat de buts subjectifs mais comme la résultante objective du conflit général. Le facteur n° 1 pour nous était la lutte du prolétariat européen et son effet objectif sur le pouvoir d'Etat. C'est par ce facteur que nous commençons et non par les objectifs de l'impérialisme US, dans la

première partie des amendements au plénum sous le titre « *Problèmes de la Révolution européenne* ». C'était une partie entièrement nouvelle ; il n'y avait rien de ce genre dans la résolution de la majorité pour qui il n'existait tout simplement aucun problème de la révolution européenne autre que les armées alliées. Je cite les paragraphes correspondants de cette partie :

« Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe aient disparu ne met pas fin pourtant au rôle que la démocratie bourgeoise peut jouer pour endiguer les progrès de la révolution prolétarienne. De même que le fascisme a servi à arrêter les masses, de même la démocratie bourgeoise tentera maintenant de désorienter la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Quand il n'y a pas d'autre bouclier pour les protéger, les forces du capitalisme battent en retraite sous la protection de la république démocratique. Ce phénomène apparaîtra selon toute vraisemblance à notre époque comme dans les périodes antérieures.

Demain, si nécessaire, le régime Badoglio concèdera des élections générales exactement comme il a dû concéder des comités d'usine. Ce sont bien entendu les masses qui arrachent ces concessions à leurs oppresseurs. Mais ces oppresseurs comprennent aussi la nécessité de sanctionner ces droits démocratiques quand ils n'ont pas d'alternative.

Les événements d'Italie indiquent qu'après l'effondrement du fascisme la bourgeoisie est prête à évoluer vers un gouvernement démocratique bourgeois. Il est vraisemblable que, de même, l'effondrement du nazisme verra une tentative de la bourgeoisie allemande pour sauver sa domination en se cachant derrière des formes démocratiques bourgeoises.

Ce stratagème de la bourgeoisie européenne sera aidé par le début d'une inévitable résurrection des illusions démocratiques dans une partie considérable des masses. L'intensification du sentiment national en Europe comme résultat de la lutte contre l'occupation nazie, un sentiment progressiste au moment donné, peut néanmoins servir à nourrir des illusions démocratiques sur de "nouveaux gouvernements du peuple" après l'effondrement du nazisme.

En Allemagne, Italie, Hongrie, Bulgarie, etc., de nouvelles générations ont grandi sans rien savoir de la démocratie bourgeoise et sans aucune participation active à la vie politique. Après la chute du fascisme et de la dictature militaire, ces masses vont vivre un certain nombre d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique.

Les principaux partis qui ont émergé après la chute de Mussolini étaient les partis communiste, socialiste et d'Action. Puisqu'ils étaient féroce ment persécutés par le régime fasciste, ces partis ne sont pas tenus par les masses pour responsables des décennies de domination fasciste. Et les masses ne pouvaient pas non plus tester le programme de ces partis dans les conditions de l'oppression totalitaire. Les programmes ne peuvent être testés que dans le cours d'activités de masse, c'est-à-dire seulement après la chute du totalitarisme et de la dictature militaire. C'est pourquoi on s'attend à ce que tant la social-démocratie que le stalinisme, de même que les partis centristes et démocrates libéraux, émergent dans toute l'Europe comme les principaux partis de la première période après la chute des nazis et de leurs collaborateurs.

Cette variante n'aurait pu être évitée que par la croissance de partis de masse de la IVe Internationale pendant la dernière décennie. Cependant les conditions se sont révélées trop défavorables à un tel développement. Sous la persécution des "démocrates" bourgeois, des nazis et de leurs collaborateurs, et des staliniens, les forces de la IVe Internationale devaient être rassemblées sur le continent européen dans les conditions les plus effroyables. Seule la lutte la plus héroïque du petit nombre de cadres de la IVe Internationale leur a permis de survivre et même de grandir dans ces conditions. Qu'ils aient survécu et grandi est la vérification la plus éloquente de la justesse du programme de la IVe Internationale ».

Le dernier paragraphe est particulièrement important. Avec la chute du fascisme et la montée des masses, de nouveau sur leurs pieds, la question de ce qui va arriver ne peut trouver de réponse qu'en termes de la situation des partis marxistes révolutionnaires dans les divers partis européens. Comme je l'ai déjà indiqué, Trotsky a dit plus d'une fois que la chute du fascisme et de la dictature militaire ne pourra être suivie de la révolution socialiste qu'à la condition que des partis révolutionnaires de masse aient réussi à se constituer dans les conditions extraordinairement difficiles du fascisme et de la dictature ; autrement, on aurait d'abord une période de démocratie bourgeoise. C'est ce que ci-dessus on essayait de dire dans les termes concrets d'une réalité qui se développait en octobre 1943.

En contraste, il faut voir le caractère complètement rituel de la position de la majorité dans le fait que l'idée du dernier paragraphe ci-dessus n'apparaisse sous aucune forme dans le projet de résolution de la majorité au plénum. En d'autres termes, elle essaie de prédire le développement d'une situation sans aucune référence à la question de savoir si les partis révolutionnaires dirigent ou non les masses !

Les variantes des méthodes de l'impérialisme US

Ayant décrit les forces internes en Europe qui œuvraient pour la démocratie bourgeoise, mes amendements au plénum en venaient à traiter du rôle de l'impérialisme US. Bien entendu, il n'y avait pas de désaccord entre la minorité et la majorité sur le rôle de l'impérialisme US comme candidat à subjuguier l'Europe, prêt à utiliser à son service toute force réactionnaire. Il apparut cependant des désaccords parce que la majorité refusait de concéder que l'impérialisme US emploierait des variantes comme méthodes dans sa tentative pour dominer l'Europe ; pour la majorité, il n'y en avait qu'une, celle des dictatures « *militaro-monarcho-cléricales* ».

Comme je l'ai dit au plénum :

« C'est un fait caractéristique que les auteurs du projet de résolution consacrent un paragraphe à l'accord Darlan mais ne disent rien de la débâcle de la politique Darlan et du tournant auquel Washington a été contraint, par lequel il en est arrivé à un accord instable avec les gaullistes, c'est-à-dire avec la tendance démocratique bourgeoise de l'impérialisme français ».

Il y a eu beaucoup d'indignation au plénum, surtout de la part du camarade Cannon, quand j'ai défini les gaullistes comme une tendance démocratique bourgeoise. La majorité n'arrivait pas à comprendre ce phénomène bien simple qu'une fraction de l'impérialisme français, la première à résister à l'impérialisme allemand, puis à résister à la domination US, s'appuyait pour une période sur les masses à travers la médiation des partis réformistes. D'où le rejet par la majorité des amendements suivants de la minorité :

« La sorte de résistance que l'impérialisme US rencontrera de la part des autres impérialismes est indiquée par la débâcle de sa politique française. Il a essayé d'imposer Darlan-Giraud, les agents les plus dociles qu'il pouvait trouver, au peuple français. Mais cela s'est avéré impossible, même avant l'intervention des masses françaises : les gaullistes, représentant l'impérialisme français, ont eu la capacité de contrecarrer le plan de Washington. Roosevelt a été obligé d'en venir à un accord, sur une base instable, avec les forces gaullistes et staliniennes. L'impérialisme français est certain de résister à la domination de Washington avec plus de force encore quand la France sera reconquise.

[...] Toute république démocratique bourgeoise qui serait établie deviendrait l'arène de la lutte décisive entre la révolution prolétarienne et le monde impérialiste. Comme il y aura des arènes relativement plus favorables aux travailleurs que les régimes dictatoriaux, Washington fera tout pour renforcer les dictatures fascistes et militaires.

Néanmoins, Washington sera, selon toute vraisemblance, obligée de "sanctionner" des régimes démocratiques en Europe pour les mêmes raisons qui poussent la bourgeoisie italienne et allemande dans cette même direction (11). La force militaire nue, à elle seule, est insuffisante pour atteindre les objectifs de l'impérialisme US ; il faut aussi recourir à la ruse, c'est-à-dire à la démocratie bourgeoise. La pression des masses américaines et britanniques poussera aussi Washington dans ce sens ».

Telle était la conception de la minorité : qu'il y avait une évolution vers la démocratie bourgeoise en Italie et en France — c'étaient là les deux pays en discussion — avec la résultante objective de (1) la montée de la lutte du prolétariat ; (2) les limitations de cette lutte du fait de l'hégémonie actuelle des staliniens et des social-démocrates, et de la faible dimension des partis de la IVe Internationale ; (3) la résistance de l'impérialisme français, s'appuyant sur les masses, à la domination US ; (4) la capacité de l'impérialisme US à passer des méthodes de la dictature militaire à celles de la démocratie bourgeoise dans les conditions indiquées ci-dessus ; (5) la pression des masses US et britanniques pour empêcher que soient imposées des dictatures.

Au lieu de rendre compte consciencieusement de la position de la minorité, on trouve dans *Fourth International* une image basée sur des arguments secondaires. Occupons-nous en.

Les méthodes impérialistes des nazis et des US sont-elles identiques ?

La rédaction de *Fourth International* pousse les hauts cris parce que j'ai dit que les impérialismes allemand et US ne sont pas « également prédateurs ». Ils citent cette phrase et laissent horrifiés les camarades d'esprit révolutionnaire mais sans formation. Ils prennent grand soin cependant de ne pas essayer de me réfuter sur la vraie question que j'ai posée : N'est-ce pas un fait que l'impérialisme US emploie des méthodes très différentes de celles de l'impérialisme nazi en Europe ? J'ai écrit :

« Ainsi il est tout à fait faux pour la résolution du plénum, de dire, sans faire de distinction entre les perspectives à long et à court terme : "L'Europe, aujourd'hui réduite en esclavage par les nazis, sera demain envahie par un impérialisme également prédateur, l'Anglo-Américain". Également impérialiste, oui, mais pas "également prédateur". On pourrait se permettre un tel langage approximatif dans un discours d'agitation ; mais il n'est pas à sa place dans une résolution de plénum, qui devrait donner une estimation froide et précise des différentes méthodes employées par les différents impérialismes »

Au lieu d'affronter politiquement les différences de méthodes des deux impérialismes, la rédaction de *Fourth International*, fait peur aux petits enfants en poussant les hauts cris parce que Morrow a dit que l'impérialisme US n'est pas également prédateur.

On m'a dit que les dirigeants de la majorité avaient fait, dans les branches (12) des interventions contre la théorie choquante de Morrow selon laquelle les Etats-Unis allaient nourrir et reconstruire d'Europe. Bien entendu, ce n'est pas ma thèse ; j'ai dit que l'impérialisme US apporterait ravitaillement et machines-outils là où les nazis avaient emporté tout cela. Cependant il reste un vestige de leurs arguments dans la résolution finale de la convention. Elle dit : « *Une année de domination alliée en Italie a rendu parfaitement clair que les impérialistes anglo-saméricains, dans ce domaine, vont continuer à voler, piller et opprimer comme l'a fait l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* ». Et cette généralisation à propos de l'Italie devrait être comprise à la lumière de la méthode particulière de la résolution qui ne traite en détail que de l'Italie et assure que « *l'Italie fournit la clé pour comprendre les événements en France, en Allemagne et dans toute l'Europe* ».

Nous savons tout des vols et pillages pratiqués par l'impérialisme nazi : confiscation totale des biens des Juifs ; démantèlement et expédition en Allemagne des usines et des parcs de machines-outils ; pillage des stocks d'or et des trésors artistiques, etc. L'oppression des nazis, nous connaissons aussi les

chambres à gaz, les exécutions de masse d'otages, la domination totalitaire, les déportations massives et le travail forcé, etc.

Les Alliés font-ils de même en Italie et en France ? De toute évidence, non. Appelez la domination alliée, si vous voulez, vol et pillage. Mais vous ne pouvez pas dire « *continuer les vols, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi* » ; Si vous continuez à le dire, comme la majorité a insisté pour le faire, cela va nous ridiculiser devant le monde qui sait mieux.

Nous admettons la déclaration de la résolution que « *la situation économique dans l'Italie occupée par les Alliés ne s'est pas améliorée mais s'est dramatiquement aggravée dans le cours de la première année* ». Mais quel sens a de faire suivre cette affirmation par une déclaration selon laquelle « *un an de domination alliée en Italie a rendu clair sans erreur possible que les impérialistes anglo-saxons, dans cette sphère, continueront le vol, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* ». Cela signifie-t-il que l'aggravation de la situation économique est le modèle de la pratique des EU pour l'année prochaine aussi et pour la suivante ? Et pas seulement en Italie, qui « *donne la clé de la compréhension des événements en France, en Allemagne, dans toute l'Europe* ».

Il y a là un exemple extraordinaire d'aveuglement dogmatique et d'obstination. Ayant transformé la discussion avec la minorité sur la démocratie bourgeoise en discussion pour savoir si, oui ou non, l'Amérique enverra du ravitaillement et une aide économique à l'Europe, les dirigeants de la majorité ont presque entraîné le parti dans la supposition folle qu'aucune aide ne viendra.

Une tête « *intelligente* » parmi eux a cependant mis une clause de sécurité. Immédiatement après la phrase qui dit que « *les impérialistes anglo-américains continueront le vol, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* », suit cette phrase : « *Les Alliés mettront en outre à profit la faim des masses et utiliseront leur contrôle des envois de produits alimentaires à leur disposition comme un levier supplémentaire pour la contre-révolution* ». Mais si les produits alimentaires auxquels il est fait allusion viennent d'Amérique, alors, c'est vrai, c'est un levier « **supplémentaire** » de contre-révolution, mais de type entièrement différent de celui dont disposaient les nazis : en un mot, c'est précisément le type de divergence entre les méthodes de l'impérialisme nazi et celles de l'impérialisme US que j'ai montrés et à propos desquels la majorité a si fort poussé les hauts cris.

Pourquoi les Etats-Unis vont envoyer des produits en Europe

La minorité a essayé d'introduire dans la résolution de la convention une note de santé mentale sur cette question. Un de nos amendements disait :

« Les Alliés n'ont pas cessé de parler d'envoyer du ravitaillement en Italie. Ils essaient ainsi de sauver ce qui reste d'espoir en leur bienveillance. Aucun doute que, quand les masses italiennes reprendront l'offensive, ces propos pourront se matérialiser dans un envoi précipité de produits alimentaires. Ils deviendront ce qu'ils ont souvent été dans le passé, une arme contre-révolutionnaire et un moyen de faire du chantage à la révolution et un outil pour essayer de ressusciter la confiance dans le système bourgeois ».

N'est-ce pas l'ABC du marxisme ? Alors, pourquoi cet amendement a-t-il été repoussé ? Les camarades de la majorité peuvent-ils sérieusement nier que la concentration des bateaux pour les objectifs militaires a été une cause de la faiblesse de l'envoi de produits alimentaires et que, quand cette question sera réglée, on en enverra beaucoup plus ?

Même si on laisse de côté le fait que l'impérialisme US sera obligé d'envoyer ravitaillement et équipement en Europe pour soutenir la bourgeoisie européenne contre le danger de révolution prolétarienne, y a-t-il une raison pour laquelle l'impérialisme US ne consentirait pas de prêts importants en ravitaillement et en outillage (pour ne pas parler de la vente de biens) et d'être payé en or, trésors artistiques, matériaux, etc. Des camarades de la majorité me disent que leurs dirigeants voient là une raison : l'impérialisme US ne veut pas de nations européennes qui puissent le concurrencer sur le marché mondial. C'est vrai, mais depuis quand une nation capitaliste quelconque a-t-elle refusé de vendre et de prêter à une autre parce que cela aboutirait finalement à ce que cette dernière devienne une concurrente ?

On me dit que les dirigeants de la majorité ont assuré que l'impérialisme US est en train de réaliser la prédiction de Trotsky en 1923 selon laquelle les Etats-Unis allaient imposer à l'Europe des « *rations* ». Cette phrase de Trotsky est interprétée pour signifier littéralement que l'aide US à l'Europe sera limitée à des livraisons de famine de nourriture, vêtements, etc. Quelle absurdité ! Trotsky n'a jamais dit que l'Amérique ne vendrait ni ne prêterait des machines-outils aux pays d'Europe. Ce n'était pas de cette façon qu'il pensait que l'Amérique ruinait l'Europe. Il savait très bien que c'était avec l'aide des prêts de l'Amérique de 1924 à 1928 que l'industrie allemande était reconstruite et que cela pouvait arriver de nouveau après une autre guerre, sinon en Allemagne même, du moins dans d'autres pays d'Europe. En même temps cependant que ses prêts à l'Allemagne, l'impérialisme américain se répandait partout, si bien que l'industrie allemande reconstruite trouvait partout ses marchés possibles déjà préemptés par les impérialismes, américain et autre.

L'Amérique cherchait à rationner l'Europe, disait Trotsky, dans la sphère des marchés mondiaux. On doit comprendre la distinction élémentaire entre l'Amérique prêtant à l'Europe argent et matériaux pour l'aider à reconstruire son parc industriel et l'Amérique barrant alors aux industries reconstruites la possibilité de revenir à une grande partie de leurs anciens marchés. A la fois pour sauver l'Europe de la révolution et pour continuer à faire tourner les usines américaines, l'impérialisme US aiderait l'Europe à reconstruire son parc industriel. Mais elle la garderait « *rationnée* » dans la question du recouvrement de ses anciens marchés. Et sans eux, l'Europe est condamnée à la ruine sous le capitalisme. C'est l'ABC de cette question.

Voilà pour les arguments secondaires sur les méthodes impérialistes US, que *Fourth International* soulève dans le numéro où elle garde le silence sur la véritable discussion de la théorie de la « *dictature militaire nue* ».

II. Pourquoi y a-t-il eu une discussion sur la méthode des revendications démocratiques et transitoires ?

La seconde discussion majeure sur laquelle l'éditorial de *Fourth International* garde également le silence, portait sur les revendications démocratiques et transitoires.

Le même numéro de décembre publie une intervention d'E. R. Frank, qui polémique avec la minorité sur cette question. Regardons cela de près. Frank écrit :

« Pourquoi soudain toute cette agitation sur les revendications démocratiques ? Pourquoi cette insistance qui entraîne maintenant notre parti dans ce débat totalement artificiel ? Au plénum, nous accusons Morrow de vouloir un plan, de tenter d'esquisser un programme d'action concret et de poser les revendications du prolétariat européen. Voici la réponse donnée par Morrow dans son intervention au plénum :

*“Par plan, on entend une tentative non garantie d’anticiper à quelle situation concrète nos camarades européens vont être confrontés, quelles revendications démocratiques nos camarades européens devraient lancer dans diverses conjonctures et dans quel ordre ils devraient le faire [...] Frank a dit à la sous-commission qu’ils ne voulaient pas de plan. Moi non plus. Leur objection ne porte pas très bien [...] car les points que j’ai soulevés ne cherchent nullement à anticiper sur les revendications démocratiques et dans quel ordre les lancer ; mais j’indique simplement pourquoi **la méthode** des revendications démocratiques et transitoires devra être employée dans les conditions générales qui prévaudront sans doute en Europe dans la prochaine période”.*

Si c’est ça que veut Morrow, une affirmation de la méthode de combat pour les revendications démocratiques aussi bien que transitoires afin de mobiliser les masses, il l’a. C’est incorporé dans la résolution du plénum et nous avons inclu une section là-dessus dans notre résolution de congrès ».

Le lecteur qui n’est pas sur ses gardes en conclurait que, depuis le début, la position de la majorité sur les revendications démocratiques et transitoires a été ce qu’il trouve dans la résolution de la convention, et pourrait bien se demander pourquoi Morrow et la minorité se battaient là-dessus. Le camarade Frank vient au secours du lecteur avec une réponse : en réalité Morrow a une théorie de la renaissance de la social-démocratie et « *Morrow apparemment recule et ne peut se décider à énoncer cette perspective de façon nette [...] sauf pour souligner exagérément les revendications démocratiques* ».

Ecrire un document sur *Perspectives et Tâches en Europe aujourd’hui* sans même mentionner les revendications démocratiques et transitoires ne peut être fait que si l’on se contente de crier hurra pour la révolution. La marée nazie se retirait, l’arène politique s’ouvrait, il était clair que l’arène allait être dominée dans la première partie par les partis réformistes, que nos petits cadres seraient confrontés à la tâche de trouver leur chemin vers les masses. Comment ? Le projet de résolution du plénum ne leur donnait que le mot d’ordre d’Etats-Unis socialistes d’Europe. Pas un seul autre ! Pas un mot sur le problème de la conquête des masses.

Cette erreur aurait pu être assez facilement corrigée. La minorité montrait l’erreur, il ne restait qu’à se mettre collectivement au travail, accepter les amendements de la minorité et en outre faire les autres changements nécessaires impliqués par l’incorporation de ces amendements.

Mais les dirigeants de la majorité ne reconnaissent jamais une erreur. Ils n’ont pas voulu accepter les amendements de la minorité. Pourquoi ? Jusqu’à présent, ils n’ont pas expliqué pourquoi. Pourtant les amendements Morrow répétaient simplement l’ABC du marxisme. Le principal paragraphe disait :

« En général seuls des éléments de cadres seront recrutés directement par notre programme et notre mot d’ordre central des Etats-Unis socialistes d’Europe. Gagner les masses exigera de nous lier avec elles comme nous les trouvons, avec toute leur inexpérience et leurs illusions, nous devons leur montrer que nous partageons leurs espérances tout en divergeant sur les moyens de les réaliser. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques dans leur ensemble ont aujourd’hui un caractère révolutionnaire en Europe, si on se bat sérieusement pour elles, parce que les gouvernements bourgeois ne peuvent pas les satisfaire. Les trotskystes doivent apparaître comme les combattants les plus résolus pour les mots d’ordre démocratiques : liberté de réunion et des élections, liberté de la presse, des syndicats et partis politiques, etc. Nos mots d’ordre de transition — pour des emplois et la sécurité sociale, le contrôle ouvrier, le contrôle de la production, etc. — joueront à coup sûr un grand rôle ».

La majorité a poussé les hauts cris contre ma distinction entre ceux — les éléments de cadres — à gagner par le mot d’ordre des Etats-Unis socialistes d’Europe et les grandes masses à gagner par

d'autres moyens. Ils proclamaient qu'il y avait sur cette question une divergence programmatique entre nous. Comme ma phrase sur ce point n'était pas directement essentielle au paragraphe sur les revendications démocratiques et transitoires, Goldman et moi l'avons retirée. Dans mon article de décembre 1943, je suis revenu à ces « *divergences programmatiques* », j'ai cédé à l'objection de la majorité au terme de « *éléments de cadres* » et j'ai reposé le problème comme suit :

« Les meilleurs et les plus réfléchis des ouvriers européens — et cela signifie non seulement des cadres mais des centaines de milliers et même des millions — comprendront que l'unification socialiste de l'Europe est l'unique issue. Mais les meilleurs et les plus réfléchis des ouvriers ne seront pas assez pour faire par eux-mêmes la révolution. Ils ne réussiront qu'en ralliant derrière eux, non seulement des millions mais des dizaines et des centaines de millions. Et ceux-là ne seront pas ralliés par la conception relativement abstraite des Etats-Unis socialistes d'Europe ».

Gagner une majorité des masses — c'est la fonction de la méthode des revendications démocratiques et transitoires. Là-dessus on aurait dû être immédiatement d'accord entre majorité et minorité. Pourquoi, alors, les amendements de la minorité n'ont-ils pas été acceptés ?

A la place, la majorité a présenté ses propres amendements sur cette question et ils apparaissent dans la résolution finale du plénum.

Les amendements de la majorité consistent en des citations du *Programme de Transition de la Quatrième Internationale* (écrit par Trotsky) et des conclusions qui en sont tirées.

Les citations viennent de la partie du programme intitulée « *Le programme des revendications de transition dans les pays fascistes* ». Dans ces pays, écrit Trotsky, « *à présent, il est impératif qu'un travail propagandiste, préparatoire soit mené, dont seulement l'avenir verra les importants résultats* ». Quel type de travail propagandiste, préparatoire ? Le dernier paragraphe l'explique : « *Une dénonciation sans merci de la théorie et de la pratique du Front populaire est donc la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme* ». Bref, Trotsky explique comment, sous le fascisme, on peut faire avant tout un travail propagandiste. Ce travail consiste à opposer le programme du Front populaire à la perspective révolutionnaire de la IVe Internationale : là où le Front populaire propose de s'arrêter avec la démocratie, nous proposons de continuer vers la révolution prolétarienne. Trotsky illustre ce contraste en termes de la prédiction que, quand le fascisme sera renversé, le mouvement de masses dépassera rapidement les mots d'ordre démocratiques et créera des comités d'usine et des soviets. Cette prédiction de 1938 est la base des amendements majoritaires qui sont les suivants :

« Les partis trotskystes ont partout le devoir élémentaire de dénoncer et de combattre les illusions que des régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur base matérielle, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre irréconciliable contre les partis staliniens et réformistes et leurs perfides "Fronts populaires" qui essaient de limiter la lutte des ouvriers à ce programme réactionnaire-utopique. La IVe Internationale a depuis longtemps prévu l'émergence de cette question dès les premières étapes de la chute du fascisme et s'est exprimée explicitement en ce qui la concerne. Le programme adopté par la Conférence de fondation de la IVe Internationale (1938) affirme qu'une fois qu'elle aura éclaté, la vague révolutionnaire dans les pays fascistes revêtira tout de suite une immense ampleur et qu'en aucune circonstance elle ne se bornera à l'expérience de la résurrection d'une sorte de cadavre de Weimar.

Le même programme explique clairement la valeur et la nécessité aussi bien que les limitations et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire. A certains moments, de tels mots d'ordre peuvent jouer un rôle sérieux. Mais les formules de démocratie (liberté de la presse, droit de se syndiquer, etc.) ne signifient pour nous que

des mots d'ordre accessoires et épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat et pas un nœud démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne). Dès que le mouvement assumera quelque chose d'un caractère de masse, les mots d'ordre démocratiques seront mélangés aux mots d'ordre de transition ; on peut supposer que des comités d'usine apparaîtront avant que les vieux routiniers sortent en hâte de leurs chancelleries pour organiser des syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant qu'une nouvelle Assemblée Constituante se réunisse à Weimar. Le même sera vrai en Italie et dans le reste des pays totalitaires et semi-totalitaires »

Et à partir de là, le Comité politique continue en déclarant :

« Dans tous les développements de la lutte militaire et les changements sur le front de guerre, dans tous les tournants et virages de la diplomatie impérialiste et stalinienne, les militants révolutionnaires n'ont nullement besoin de chercher de "nouvelles formules" et des improvisations, mais d'adhérer résolument à leur programme qui a été écrit, non pour un jour mais pour toute cette époque de guerres et de révolutions ».

La méthode — ou le manque de méthode

Examinons la nature de la méthode au moyen de laquelle le Comité politique a ainsi « réfuté » la minorité. La minorité a essayé de traiter de la situation comme elle se déroulait réellement en octobre 1943 ; la majorité nous réfute — en citant une prédiction d'un document de 1938.

C'est fait, très sévèrement, au nom du trotskysme et comme preuve de l'adhésion de la majorité au programme trotskyste, contre ceux qui sont coupables de « nouvelles formules » et d'« improvisations ». C'est vrai, la citation vient du programme de 1938. Mais ce document (c'est réellement une pitié d'avoir à l'expliquer à la majorité d'une direction de parti) consiste, comme l'indique la citation, non seulement en positions programmatiques mais en prédictions hypothétiques (« on pourrait supposer que », signifie que tel ou tel événement peut se produire à tel ou tel moment). Il devrait être évident que ces deux très différentes prédictions ne peuvent pas avoir forcément pour nous le même poids. Les positions programmatiques sont l'expérience concentrée d'un siècle de pratique révolutionnaire ; les prédictions ne sont... rien que des prédictions. Trotsky a fait bien des prédictions de temps, de ce type, qui se sont révélées fausses. Il a dit plus d'une fois que, deviner d'avance les rythmes pour une période prolongée, est impossible, et qu'il faut y introduire les nécessaires corrections en cours d'expérience. **Y introduire les corrections nécessaires dans le cours de l'expérience.** Trotsky aurait été le premier à faire les corrections nécessaires dans cette prédiction vieille de six ans que le Comité politique cite comme une preuve en 1943.

Pour Trotsky, la prédiction était simplement une façon dramatique d'exprimer la différence entre ce que le Front populaire ferait dans une situation révolutionnaire et ce que la IVe Internationale ferait si elle était à la tête des masses. Peut-on imaginer Trotsky citant une telle prédiction vieille de six ans comme argument contre ceux qui essaient d'estimer la signification des événements qui se déroulent sous nos yeux ? La présentation, qui se veut littérale, de la prédiction de Trotsky fait paraître Trotsky absurde. La partie du programme d'après laquelle ils citent, dit, quelques lignes après les phrases qu'ils citent : « *Les ouvriers avancés du monde entier sont déjà fermement convaincus que le renversement de Mussolini, Hitler et leurs agents et imitateurs ne se produira que sous la direction de la IVe Internationale* ». Pour une chose, la phrase montre que l'hypothétique prédiction citée par la majorité a été élaborée sur l'hypothèse selon laquelle les partis de la IVe Internationale seraient des partis de masse lors du renversement du fascisme. Pour une autre, il montre le caractère symbolique des images précises dans toute cette partie ; Trotsky ne cherche pas à affirmer littéralement que Mussolini et Hitler précisément ne seront renversés que sous notre direction, mais que la lutte finale contre le fascisme et toute la réaction capitaliste ne peut être menée que par la IVe Internationale.

Si au lieu de cela, on insiste pour prendre ces citations à la lettre, voyez à quel point elles sont fausses : « *la vague révolutionnaire dans les pays fascistes revêtra tout de suite une immense ampleur* » en Allemagne, en Italie « *et le reste des pays totalitaires et semi-totalitaires* ». Peut-on sérieusement parler du mouvement de masse en Italie dans les deux années depuis la chute de Mussolini comme une « *vague révolutionnaire* » et le qualifier de « *grandiose* » ? Et en France après la chute de Vichy ? Et en Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie ? Les comités d'usine, comme l'indiquait la prédiction, sont-ils apparus, prenant le pas sur les syndicats ? Y a-t-il encore quelque part des signes de soviets ?

Trotsky aurait été le premier à faire les corrections nécessaires dans son évaluation (et, en fait, il n'aurait pas peu ri de camarades qui citent comme une preuve, six ans après, ses images dramatiques). Mais ce n'est pas la méthode de la majorité. Pour eux la tentative de Trotsky de deviner en 1938, (le mot « *deviner* » est de lui), comme, par exemple « *on comprend que deviner les rythmes d'avance pour une période prolongée est impossible* » — devient une question sacro-sainte de « **programme** » qu'on lance comme Jupiter ses éclairs contre les hérétiques qui ne font que saisir la réalité.

Un an plus tard, le Comité politique écrit une autre résolution, son projet de résolution à la convention, qui commence par affirmer : « *Cette résolution est une réaffirmation et une extension de la résolution du plénum* ». Mais de là disparaît la citation reproduite ci-dessus de Trotsky contre la minorité. Pourquoi a-t-elle disparu ? Les auteurs de la résolution ne nous le disent pas. Mais nous pouvons nous hasarder à deviner qu'ils n'osent pas la répéter après ce qui s'est passé ensuite en Italie, et en France.

Nous voyons ici le caractère extrêmement arbitraire de cette méthode ou plutôt de ce manque de méthode. Une position est prise et des citations fournies pour elle, sans référence à la réalité. Il en suit une longue discussion au cours de laquelle le Comité politique retire, sans explications, les citations et les formulations qui reposaient sur elles. Il les abandonne, non en reconnaissant qu'elles sont fausses, mais en redoublant d'attaques contre la minorité. Il ne les abandonne que quand les événements ne lui permettent pas de les maintenir plus longtemps. Dans ces conditions — et ce sont les conditions dans la direction du parti américain — la fin d'une discussion politique n'apportera pas de progrès dans l'éducation politique des membres du parti ni dans les rapports de la majorité et de la minorité à la direction.

La résolution de la convention ne parle plus des « *limitations et du caractère subordonné* » des mots d'ordre démocratiques mais elle fait essentiellement ce que la minorité avait demandé en premier lieu au plénum d'octobre 1943. Elle n'oppose plus les revendications démocratiques et transitoires les unes aux autres mais parle au contraire d'un « *programme hardi de revendications transitoires et démocratiques* » « *pour rallier les masses à la lutte révolutionnaire* ». C'est tout ce que la minorité réclamait en octobre 1943.

Entretemps cependant une année s'est écoulée — et quelle année ! En Italie surtout, les événements exigeaient une analyse plus poussée et on doit se souvenir que la résolution de la convention, comme celle du plénum, n'a traité en détail que de l'Italie, lui consacrant au moins le tiers de la résolution.

Il semblait à la minorité qu'un mot d'ordre en particulier était spécialement important pour l'Italie : arrestation immédiate de la famille royale et proclamation de la République. La majorité l'a rejeté. mais elle l'a fait à sa façon inimitable. La résolution n'en dit rien. La prétendue justification est que la résolution n'est « *pas un plan* ». Très bien donc : pourquoi les dirigeants de la majorité indiquent-ils dans une simple motion à la convention, séparée de la résolution, leur position sur le mot d'ordre de république ? La réponse est qu'ils ont décidé d'esquiver cette question. Quelques-uns d'entre eux ont parlé dans les branches (et le camarade Frank à la convention) contre le mot d'ordre, comme opportuniste ; d'autres disaient que nous étions trop éloignés de la scène pour juger de sa valeur, etc.

Mais rien par écrit ; je laisse au camarade Logan, qui s'est battu en vain pour inciter la majorité à s'exprimer sur cette question, le soin de raconter cette histoire et d'analyser ses implications.

Pour résumer. Cette question s'est posée à cause du silence de la majorité dans son projet de résolution au plénum sur toute la question des revendications démocratiques et transitoires ; cela a continué à cause de la confusion créée par la citation inappropriée du *Programme de Transition* ; elle s'est concrétisée dans la discussion sur le mot d'ordre de république. Cette dernière a montré qu'en dépit de la généralisation formellement correcte du rôle des revendications démocratiques et transitoires, qui apparaît dans la résolution de la convention, une confusion sans fin dans les têtes des dirigeants et par eux dans le parti. Le moyen de pousser la clarification n'est pas des généralisations avec lesquelles les dirigeants de la majorité seront d'accord, mais en discutant des mots d'ordre particuliers avec lesquels les dirigeants de la majorité seront d'accord, mais dans la discussion de mots d'ordre précis dont le besoin apparaît dans les différents pays.

Comment se pose la question de l'ultra-gauchisme

Ayant abandonné leur position d'origine sur la question des revendications démocratiques et transitoires, les rédacteurs de *Fourth International* ne disent pas un mot sur cette discussion mais font une grosse affaire d'une question qui est apparue de façon accessoire pour eux : le danger de l'ultra-gauchisme dans la IVe Internationale. La rédaction condamne solennellement Morrow et ses associés pour avoir dit qu'il y avait un tel danger.

Comment la question du danger ultra-gauche est-elle venue au premier plan ? Je le dis dans un article de décembre 1943 :

« Pendant la discussion du plénum, nombre de partisans du projet de résolution ont justifié sa négligence du problème des revendications démocratiques et sa préoccupation de réitérer les fondamentaux programmatiques en faisant référence au danger d'opportunisme et de révisionnisme au sein de la IVe Internationale ».

Dans ma réponse, je disais :

« Les jeunes partis de la Comintern ont souffert essentiellement non d'opportunisme, mais d'ultra-gauchisme. C'est contre cette tendance que Lénine a écrit en 1920 sa brochure Le communisme de gauche : une maladie infantile. Si, en dépit de l'immense prestige des bolcheviks victorieux, la Comintern était à ce point imprégnée de déviations ultragauchistes, il est bien plus vraisemblable que ce même phénomène se pose à la IVe Internationale à la fin de la guerre ».

J'avoue qu'il ne me serait jamais venu à l'idée que quiconque dans notre mouvement polémiquerait contre cette déclaration. Nos partis en Europe sont de jeunes partis. Même là où, comme en France, il y a une certaine continuité avec le passé, les cadres dirigeants sont décimés et des éléments nouveaux et inexpérimentés doivent fournir la direction. Tout ce que je disais donc, c'est que l'ultra-gauchisme est une maladie infantile. **L'unique conclusion pratique que j'en aie tiré est que nous devons mettre en garde nos camarades européens sur la nécessité d'un programme de revendications démocratiques et transitoires.** Cette conclusion pratique est finalement acceptée par la majorité — qui passe alors à l'attaque contre moi pour ces références tout à fait accessoires au danger d'ultra-gauchisme !

Et voilà ces critiques profondes que l'on me fait. Le camarade Frank me fait la leçon : *« Il est infiniment plus juste de dire que, dans la période de montée révolutionnaire, le principal danger provient d'une direction opportuniste. Voyez le parti même de Lénine. En 1917 etc. »* Mais je parlais des partis jeunes, enfants, commençant juste à avancer ; et le camarade Frank me réfute en me parlant de

l'opportunisme de Zinoviev et de Kamenev à la veille de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Puis il énumère quelques exemples d'opportunisme dans les partis de la Comintern en 1919 et 1920. Exact. Mais la période fourmilla aussi d'erreurs ultragauchistes : une seule espèce n'exclut pas l'autre, sauf dans la tête du camarade Frank.

Finalement cet argument écrasant du camarade Frank : « *Ce n'est qu'au IIIe congrès de la Comintern, après que la première vague de la marée révolutionnaire fût déjà passée, que la lutte a été d'abord déclenchée contre le danger ultragauchiste* ». Le 3^e congrès eut lieu du 22 juin au 12 juillet 1921. Mais *Le Communisme de gauche. Une maladie infantile*, de Lénine est daté du 17 avril 1920 et a été explicitement publié pour préparer la discussion du 2^e congrès qui a eu lieu en juillet-août 1920, c'est-à-dire dans la période de montée révolutionnaire.

La majorité a justifié sa résolution incompétente du plénum en faisant référence au danger d'opportunisme. Argumentant pour les revendications démocratiques, j'ai fait référence au danger plus grand encore de l'ultra-gauchisme. Dans une discussion saine, il n'y aurait pas eu de désaccord d'un instant avec mon truisme. Mais cette discussion, selon *Fourth International*, ne fut rien moins que le rejet de la « *théorie* » de l'ultra-gauchisme. Je ne vois rien, ni dans les comptes rendus ni dans les documents qui disent cela, mais *Fourth International* me dit : « *La Convention a rejeté l'assertion que l'ultra-gauchisme est le danger principal dans le mouvement trotskyste international* ». Comment l'a-t-elle rejeté ? Par quel passage dans la résolution de la convention ? Par quelle motion ? Rien n'existe.

III. La discussion sur le danger stalinien

La troisième discussion au plénum a porté sur l'importance du danger stalinien pour la révolution européenne. Elle n'est pas non plus mentionnée par la rédaction de *Fourth International* dans son résumé des discussions. En outre, la résolution de la convention donne une explication inexacte du changement de position de la résolution du plénum à celle de la convention. Il faut donc donner une documentation très brève sur cette discussion et son issue.

La discussion a commencé parce que le projet de résolution du plénum contenait une partie intitulée « *La signification des victoires soviétiques* » qui ne voyait que les conséquences positives de ces victoires. Ses principales erreurs étaient :

1) L'hypothèse d'une rupture rapide entre Staline et les Alliés à cause des différences de classe entre l'Etat soviétique et les puissances impérialistes. Le projet de résolution disait :

« *L'URSS, en vertu de ses fondements spéciaux établis par la Révolution d'Octobre, demeure encore un Etat ouvrier en contradiction fondamentale avec l'impérialisme mondial. Les réactions des Alliés aux succès soviétiques et leurs répercussions chez les gouvernants capitalistes des pays voisins ont montré de nouveau que les impérialistes, au moins, reconnaissent ce fait. La perspective de nouvelles avances de l'Armée rouge a terrifié plus qu'encouragé le monde capitaliste "démocratique" et ouvert une brèche qui ne cesse de s'agrandir entre le Kremlin et ses alliés anglo-américains. Malgré la servilité de Staline, le développement ultérieur de cette division peut et doit conduire à une rupture ouverte et finalement un conflit armé entre l'URSS et l'impérialisme anglo-américain* ».

Commentant la dernière phrase, j'ai dit au plénum :

« *La claire implication de cette phrase est que la rupture entre l'URSS et les impérialistes anglo-saxons sera un "développement ultérieur" de la situation actuelle en ce sens qu'il va suivre directement cette situation. Cette idée ne laisse pas de place à la possibilité d'un nouvel accord allant encore plus loin, pour la dernière période, comme suite de la conférence de Moscou. Exclure la possibilité d'un tel accord me semble une estimation fautive de la situation actuelle et de la politique de Staline [...] Je trouve dur*

à comprendre comment les auteurs de la résolution excluent une telle variante et s'attendent à ce que nous soyons rapidement d'accord avec eux là-dessus ».

Mais les dirigeants de la majorité ont obstinément refusé les amendements de la minorité. Ils ont fait quelques corrections mineures mais le thème dominant est resté une rupture imminente entre Staline et les Alliés. Ainsi le danger le plus immédiat de tous pour la révolution européenne, la coalition contre elle des trois puissances, était-il passé.

2) L'hypothèse qu'il est impossible pour Staline de répéter dans d'autres pays ce qu'il a fait à la révolution espagnole. Le projet de résolution au plénum disait :

« Ces défaitistes professionnels qui ne prévoient qu'une répétition des événements d'Espagne dans les manœuvres politiques de Staline en Europe ignorent la grande différence de conditions entre la révolution espagnole et la révolution européenne qui vient. Une révolution d'avant-guerre dans un coin d'Europe pouvait être isolée, étranglée et vendue dans le cadre des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution continentale ne peut porter le harnais d'aucune bureaucratie, stalinienne comprise, ne peut être en permanence retenue par une puissance impérialiste quelconque, y compris les Anglo-Américains »

J'affirmai contre cela au plénum :

« Mais il y a aussi un autre côté des victoires soviétiques : le prestige sans parallèle de l'Union soviétique que s'est approprié la bureaucratie soviétique. Il nous faut donc affronter le fait que la puissance et l'influence idéologique du stalinisme ne vont pas s'évanouir paisiblement dans ces conditions. Il nous faut reconnaître que le stalinisme est la principale force organisée aujourd'hui dans la classe ouvrière européenne.

Malheureusement la résolution refuse de reconnaître ce second côté de la situation soviétique. Elle ne dit rien qui indique la puissance du stalinisme aujourd'hui. Au lieu de faire ce qui est indiqué politiquement — dire ce qui est, et mettre en garde contre les terribles dangers encore à venir du stalinisme — la résolution évite d'indiquer la force du stalinisme à ce moment et consacre plusieurs paragraphes à morigéner "des défaitistes professionnels" — non nommés et non identifiés d'aucune manière, une sorte d'attaque anonyme qui n'appartient pas à la tradition bolchevique — qui osent penser que Staline peut répéter ailleurs ce qu'il a fait en Espagne...

*Considérons d'abord l'ahurissante description de l'Espagne comme "un coin d'Europe" et donc susceptible d'être isolée et étranglée. Il est vrai que, géographiquement, l'Espagne est dans un coin de l'Europe ; mais les "les Britanniques aussi, les Pays scandinaves, l'Italie, les Balkans. La position géographique de l'Espagne l'a-t-elle isolée de l'Europe pendant la guerre civile espagnole ? Non, la frontière espagnole était contiguë à celle de la France et les flammes de la guerre civile soufflaient au-dessus de cette frontière [...] L'occupation des usines en France s'est produite en juin 1936, la guerre civile a commencé en Espagne le 16 juillet. L'Espagne n'était isolée du reste du prolétariat européen, ni géographiquement ni émotionnellement [...] L'Espagne était isolée **POLITIQUEMENT**, d'une façon qui pouvait être arrivée au cœur de l'Europe comme dans un coin.*

[...] Plus vraisemblablement, la révolution ne commencera pas simultanément dans plusieurs pays mais dans un ou deux seulement — en d'autres termes la situation peut n'être pas différente de celle dans laquelle Staline a écrasé la révolution espagnole. Et Staline abordera cette révolution (ou ces deux) avec plus de prestige qu'il n'en avait en 1936 ».

Tout cela a été adressé à des sourds. La résolution finale du plénum répétait le non-sens sur les « *grandes différences* » entre l'écrasement de la révolution « *dans le coin de l'Europe* » et la situation présente.

Commentant l'échec de la résolution à placer en premier l'alliance des trois puissances et le danger stalinien, j'écrivais dans ma critique de décembre 1943 :

« Le refus de distinguer entre les perspectives à court et à long terme que nous avons relevé dans d'autres parties de la résolution, est peut-être plus évident encore dans les parties sur le stalinisme. Ils "ignorent" les perspectives à court terme, c'est-à-dire qu'ils ne décrivent pas la situation réelle ni l'avenir immédiat ; le résultat ne peut avoir qu'un caractère purement rituel, seulement convaincant pour ceux qui sont déjà convaincus ».

Nous n'avons pas été capables de convaincre la majorité mais les événements l'ont fait — un an après — et l'intervention de la camarade Natalia (13), qui a sans ménagements appelé l'attention sur les erreurs de la majorité sur toutes les phases du stalinisme. Résultat : la résolution de la convention ne répète pas les formules contre lesquelles nous étions dans la résolution du plénum.

Mais là encore le Comité politique sème une confusion sans fin ; au lieu d'admettre ses erreurs antérieures, il présente son changement de position dans la résolution de la façon suivante :

« Pendant la période où la machine militaire nazie menaçait de détruire l'Union soviétique, nous mettions en avant le mot d'ordre : défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'attaque impérialiste [...] Le Nouvel Ordre européen d'Hitler s'est déjà effondré [...] Nous mettons donc en avant et soulignons aujourd'hui cette partie de notre programme qui s'incarne dans le mot d'ordre : Défense de la révolution européenne contre tous ses ennemis ».

Ce changement d'accent est juste et nécessaire — mais il n'a rien à voir avec la question en discussion et sur laquelle la majorité a renversé sa position. Dans la résolution du plénum où la majorité condamnait les « *défaitistes* » parce qu'ils trouvaient la situation qui vient analogue à celle d'Espagne. Dans la résolution de la convention, la majorité elle-même dit maintenant que les récents événements « *constituent des signaux indiscutables du danger que Staline se prépare à répéter son travail de bourreau en Espagne, cette fois à l'échelle continentale* ». Cela signifie que la résolution du plénum était fautive ; que celle de la convention est juste et que la contradiction entre les deux ne peut pas être effacée par la référence au changement dans les mots d'ordre dictés par la défaite d'Hitler.

Notre discussion portait sur l'étendue actuelle de l'influence idéologique des staliniens. La majorité nous condamnait comme défaitistes. Une année plus tard, après avoir abandonné en silence sa position, la majorité ose dire par son porte-parole Frank : « *Les masses ont bien des illusions, évidemment [...] mais ces illusions, si on les analyse correctement, concrétisées et proprement brisées, laissent voir qu'elles ne sont pas autre chose que le tableau peint par Morrow [...] Les illusions les plus grandes et les plus dangereuses sur cette question sont à chercher dans la confiance qu'elles font aux dirigeants social-démocrates et staliniens, particulièrement ces derniers* ». En un mot, ce sur quoi la minorité insistait et que le plénum a refusé d'accepter est, un an plus tard, claironné par Frank comme un argument... contre la minorité.

Conclusion

Nous avons déjà vu ce qu'étaient les problèmes en discussion. Nous avons vu comment ils ont été résolus, la majorité sautant sur la position de la minorité. Nous avons vu comment les dirigeants de la majorité n'ont pas reconnu ce changement.

Comment empêcher que continue cette conduite dans ces discussions et celles qui suivront ? Je crains que tant que la direction l'emporte par de tels moyens, elle continue de les employer. Et jusqu'à présent c'est par ces moyens qu'elle a réussi à réunir une grande majorité.

Le parti est composé aujourd'hui de camarades jeunes et inexpérimentés. Je demande à ces jeunes camarades d'étudier de près non seulement les différences à l'origine de la majorité et de la minorité mais les divergences qui continuent dans la méthode d'analyse. Un bref résumé de la principale divergence dans la méthode constituera une pierre de touche qui permettra ensuite à ces camarades d'être plus vigilants sur les vraies questions.

C'était presque un truisme dans le mouvement trotskyste que la question la plus importante en politique, c'est : **et maintenant ?** c'est à cette question que la minorité a essayé de répondre pour les premiers pays d'Europe dont les nazis ont été chassés. Répondre intelligemment à cette question exige une claire distinction entre les perspectives à long et à court terme. Sur une longue course, nous en sommes certains, la révolution prolétarienne va triompher dans toute l'Europe, mais cette perspective à long terme ne répond pas à la question *et maintenant ?* qu'est-ce qui va arriver et que doivent faire les camarades ?

La principale erreur de méthode de la majorité consiste à refuser d'opérer une distinction entre les perspectives à court et à long terme et à laisser les camarades penser qu'elles sont une seule et même chose. Quelques exemples suffiront pour clarifier tout cela.

La minorité a vu la prochaine étape en Italie et en France comme une évolution vers la démocratie bourgeoise. La majorité a répondu que les Alliés et la bourgeoisie européenne emploieraient la dictature militaire contre les forces de la révolution prolétarienne. Il est certainement exact qu'à **la fin**, la bourgeoisie emploiera la dictature militaire (plus exactement, la dictature et la guerre civile) contre les masses révolutionnaires plutôt que de les laisser avancer vers le socialisme. **Entretemps**, cependant, elle aura d'abord été une arène de démocratie bourgeoise dans laquelle il aura fallu livrer les étapes préliminaires de la lutte de classe montante. C'est cet **entretemps**, si important de façon cruciale pour le destin de la révolution et de la IVe Internationale que les dirigeants de la majorité ont d'abord nié puis balayé comme sans importance.

La minorité disait qu'il fallait presser nos jeunes partis inexpérimentés d'Europe de formuler un programme de revendications démocratiques et transitoires, afin de trouver leur voie vers les masses. Comme l'effondrement du fascisme est survenu dans les conditions de défaite militaire et d'occupation, il est apparu qu'en Italie il y avait encore à accomplir des tâches démocratiques qui, dans d'autres conditions, auraient été accomplies aux premières heures de la chute du fascisme ; proclamation de la république démocratique, séparation de l'Eglise et de l'Etat, division des latifundia, etc. Toutes ces tâches inachevées sont en même temps des obstacles sur la route vers le socialisme et des occasions pour le parti révolutionnaire de mobiliser les masses dans l'action pour les réaliser et poursuivre au-delà. D'où l'insistance avec laquelle la minorité a recommandé à notre nouveau parti italien le mot d'ordre de république en particulier. En opposition, la majorité consacre un tiers de la résolution de la convention à l'Italie et réussit pourtant à éviter quelque référence que ce soit à la question la plus importante de toutes : **que faire maintenant ?** C'est pourquoi toute l'attitude de la majorité à l'égard des revendications démocratiques et transitoires est purement formelle.

La minorité attirait l'attention sur le rôle du ravitaillement et de l'aide économique US à la bourgeoisie européenne. La majorité réfute cela en disant que l'impérialisme US ne désire pas le retour de l'Europe à un niveau concurrentiel. C'est vrai, mais c'est une **étape ultérieure** et cela ne réfute en rien l'idée que **d'abord** les US enverront du ravitaillement et des machines. La majorité ici confond la perspective

à court terme — ventes et prêts US à l'Europe — avec la perspective à long terme — la monopolisation par les US des marchés mondiaux contre les industries européennes reconstruites.

La minorité a mis en garde sur le fait que le danger le plus immédiat pour la révolution européenne provenait de la croissance actuelle de l'influence idéologique du stalinisme sur les masses européennes et de son alliance avec l'impérialisme US et britannique. La majorité l'a réfuté en faisant référence à la scission à venir dans l'alliance des trois puissances et l'éventuelle disparition de l'emprise de Staline sur les masses européennes. Il est vrai que cela arrivera mais c'est la musique de l'avenir tandis que le prestige de Staline et l'alliance des trois puissances sont les réalités d'**aujourd'hui**.

Ces exemples devraient suffire à montrer que la majorité n'a pas fait de distinction entre le court et le long terme et a réfuté les arguments de la minorité sur les perspectives à court terme avec des assertions hors de propos sur la perspective à long terme.

Après cela, tout membre du parti devrait être vigilant sur cette fausse méthode et cette absence de méthode. Il ne devrait pas penser que l'assertion des « *fondamentaux* » par la majorité est une réponse à la tentative de la minorité de saisir les réalités présentes. Il ne devrait pas penser que ceux qui se proclament en faveur du « *programme* » sont ainsi sanctifiés mais devrait réaliser que le marxisme comprend non seulement des « **fondamentaux** » mais toutes les questions de tactique. Par-dessus tout il ne devrait pas suivre les dirigeants seulement parce qu'ils sont les dirigeants ; il doit donner son allégeance, d'abord, en dernier et toujours, aux idées justes.

Notes :

(1) *Internal Bulletin*, VII, n°4, mai 1945, édité par le SWP.

(2) De Sandstone, Cannon avait envoyé des instructions très précises : « *aucun compromis avec la furonculose intellectuelle* » ; « *nous ne pouvons accepter aucun vote pour la résolution du CN du fait qu'il "incorporerait" les amendements de Cassidy et serait ainsi acceptable* » « *vote de brèves motions adoptant le point de vue du CN et rejetant la "critique" de Cassidy et autres* ». (Lettres du 26 octobre). Mais il prévoyait aussi la publication de documents qui ne le furent pas. Or, dans une lettre du 28 novembre 1944, Cannon précisait : « *Il est essentiel de publier les résolutions dans la revue, et de publier avec elles le vote sur les amendements Logan et les critiques Cassidy repoussés, en donnant le nombre des voix. Il va sans dire que ce rapport doit être objectif et loyal...* »

(3) **Bert Cochran**, dit **E. R. Frank** (1915-1984), étudiant en sciences sociales et pianiste, vint du PC à la CLA en 1934, devint membre du CN en 1938 et fut pendant la guerre l'homme de Cannon au secrétariat de la IVe. Il rompit en 1952.

(4) **Albert Goldman** dit **Morrison** (1897-1960), ancien du PC, fut l'avocat de Trotsky et des dirigeants du SWP lors du Procès de Minneapolis. Il était du noyau de la minorité.

(5). Dans une lettre de Sandstone du 29 octobre 1944, Cannon assure qu'il faut « *expliquer, dans une analyse d'un phénomène social concret, ce que signifie la méthode historique marxiste : 1) les conditions historiques qui ont déterminé l'origine de la démocratie bourgeoise, 2) l'histoire de son développement et de son épanouissement, de ses crises et de son déclin, ainsi que des facteurs économiques de base qui ont déterminé ce processus à toutes ses étapes. 3) La ruine accélérée de l'économie européenne par la guerre et la totale impossibilité de la guérir sur une base nationaliste-capitaliste* ». C'est de toute évidence la conception mécaniste que dénonce la majorité.

(6). Plus précisément, elle a remplacé « *de type Franco* » par « *dictature militaire nue* ». Je réserve pour une autre occasion la discussion de l'incapacité de la majorité à distinguer entre un gouvernement Franco (c'est-à-dire fasciste), les formes diverses du bonapartisme et « *une dictature militaire nue* » (Note F. Morrow).

(7) **Alfonso XIII** de Bourbon (1886-1941), roi d'Espagne, avait abdiqué et s'était enfui en 1931.

(8) **Georgi Evgenievitch Lvov** (1861-1925), prince et leader de la droite du parti cadet, avait dirigé le premier gouvernement provisoire en Russie en 1917.

(9). **Heinrich Brüning** (1885-1970), politicien du Centre catholique, avait gouverné de 1930 à 1932 ; le diplomate **Franz von Papen** (1879-1969) gouverna du 31 mai au 17 novembre 1932 ; le général **Kurt von Schleicher** (1882-1934), officier politique de l'armée allemande, essaya d'écarter les nazis du pouvoir en les divisant durant son séjour à la Chancellerie du 2 décembre 1932 au 28 janvier 1933.

(10). **Giorgios Papandreou** (1888-1968), fondateur du parti social-démocrate grec, forma en exil en 1944 un gouvernement d'Union nationale qui devait couvrir la répression britannique contre les forces armées de la Résistance. L'EAM, (Front de Libération nationale) avait été fondée par le PC grec le 16 juillet 1941. C'est d'elle qu'émanaient les forces armées de l'ELAS, les partisans dits communistes.

(11). On sait que la conspiration appelée « *le complot de juillet* », qui comprenait nombre de grands chefs militaires d'origine aristocratique, comptait aussi à sa tête des diplomates, de hauts fonctionnaires et des politiciens conservateurs comme **Carl Friedrich Goerdeler** (1884-1945), qui aurait dirigé le gouvernement en cas de succès du complot. Elle fut écrasée dans le sang par une répression sauvage en juillet 1944.

(12) Les branches sont l'organisation de base dans le SWP, reposant sur une base locale.

(13). **Natalia Ivanovna Sedova** (1882-1962) vivait au Mexique et était très critique du SWP, notamment pour ses positions sur la question de l'URSS.